LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 255
VENDREDI 9 FEVRIER 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

Vers de nouveaux foyers de guerre ?

MENACES sur l'Europe et les Balkans

LA Corée retient toujours une grande partie des activités diplomatiques après l'apparente détente qui ne saurait, pour autant, faire croire à des concessions réciproques. Des concessions, l'histoire l'a montré, ne sont souhaitées de part et d'autre que pour gagner du temps et pour éviter que la fatalité des événements prenne le pas sur les activités « raisonnées » des gouvernements.

La guerre continue, militaire et diplomatique, et ce qui est révélateur c'est que lorsque les troupes américaines ou chinoises progressent, les diplomates des deux blocs, freinés par la 3e position asiatique (Indes et pays arabes), présentent leur argumentation en considération des progrès militaires.

Un fait caractéristique : Américains et Sino-Soviétiques se renvoient la balle au sujet de la responsabilité du drame de Corée. Ici, l'agresseur est le Coréen soviétisé et le Chinois qui lui prête main-forte, en face l'agresseur c'est l'Américain emporté par son délire de puissance. Ce qui est certain, c'est que les **agresseurs sont des deux côtés.** La stratégie américaine englobe dans le système de défense de l'hémisphère américain la Corée comme base tactique très avancée, ensuite Formose et le Japon, puis tout le système insulaire de l'océan Pacifique qui, en arc de cercle, comprend les Aléoutiennes, Pearl Harbour, les îles Marianne, l'archipel Bismarck, l'archipel des îles Hawaï, les Philippines, et ce, jusqu'en Afrique du Sud.

Dans la stratégie sino-soviétique, la Corée toute entière libérée des « agresseurs américains », c'est les mains libres pour sauter sur les premières îles japonaises et, de là, suivre la poussée japonaise de 1941 vers les mers du Sud, aux îles à pétrole, textile et caoutchouc...

L'agression est donc bien partagée. Si l'un des agresseurs a commencé l'agression, l'autre, après avoir préparé l'agression, a riposté, ce qui prouve que les intentions de l'un et de l'autre étaient aussi ténébreuses, mais, vis-à-vis de l'opinion mondiale, il fallait se donner un masque d' « agressé », de victime, qui ne fait que se défendre et qui, de ce fait, doit avoir derrière elle l'appui moral de l'opinion tout entière.

Le 38e parallèle est de nouveau presque atteint par les « forces des Nations Unies ». Le commandement chinois va-t-il s'en tenir là et « laisser tomber » l'histoire de Corée qui est un morceau dur à avaler ?

La situation intérieure de la Chine commande-t-elle d'en finir, sans « perdre la face », en présentant l'offensive chinoise du mois dernier comme une auto-protection des centrales du Yalu à caractère punitif ? D'un autre côté, Mac Arthur aura-t-il les ordres d'interpréter le ramolissement des forces chinoises comme le moment opportun d'une poussée mécanisée ? Ce va-et-vient ne peut durer longtemps.

D'autre part, les 300.000 soldats du Viet-Minh, équipés d'armes américaines, japonaises et chinoises, ont devant eux les 420.000 hommes de de Lattre de Tassigny, bien armés, ce qui présage une guerre encore longue en Indochine, où le sang coule depuis cinq ans.

(*Suite page* 2, *col.* 5.)

LE REARMEMENT

cause de corruption et de misère

NOUS sommes en plein dans l'engrenage du réarmement, les hausses récentes et continues en témoignent. La guerre est une opération payée intégralement par les travailleurs. Les événements illustrent ce point de vue et les déclarations réitérées des « politiques » sur les sacrifices indispensables sont shstématiques.

La classe ouvrière écrasée par le climat de guerre qui sournoisement se développe et empoisonne l'atmosphère n'a pas les réflexes indispensables pour « contrer » la politique générale du gouvernement qui prend un soin minutieux de tous ses engagements souscrits dans le cadre du pacte Atlantique Nord.

Dans la situation déterminée par la rafle des matières premières, la spéculation, les stocks clandestins, la raréfaction artificielle des denrées de base, les économistes de « grande valeur » parlent d'une action possible sur les prix grâce à une politique gouvernementale devant agir sur les crédits. Là, deux positions. Les uns disent : « En coupant les crédits bancaires on empêche le financement de marchandises stockées ».

des matières premières, les augmentations de salaires, tout cela nous met en pleine difficulté ».

Allez sortir de cet engrenage dans lequel le capitalisme et l'Etat nous intègrent, allez sortir de ce dédale économique en restant accroché à l'idée que tout peut s'arranger si les maîtres de la production et de la distribution le veulent.

On nous dit que le bifteck a augmenté, la ménagère paie son escalope et sa côtelette plus cher qu'en novembre 1950, mais ce n'est la faute de personne. C'est la saison qui veut ça parce que dans les fins et les débuts d'années il y a peu de bon bétail d'herbage.

Si le veau est cher, continuent les « économistes » c'est qu'il est plus profitable au producteur de « faire » du lait que de nourrir de jeunes animaux, on peut toujours expliquer et légitimer le fait que la misère s'accroît.

Vous vous plaignez de l'exagération des prix de charcuterie ? L'économiste répond : « Le porc est cher parce que pendant un an, il fut bon marché et que de ce fait les producteurs se sont débarrassé de leurs truies. Maintenant, il y a que peu de porcelets, c'est donc le consommateur qui doit payer, payer [illegible] merveille que l'on appelle les fluctuations de l'offre et de la demande, l'abondance étant une catastrophe. »

Et ce qui est valable pour la viande, l'es pour les produits de crémerie, d'épicerie, pour l'habillement, la bonneterie, la chaussure et les innombrables produits industriels et commerciaux qui, malgré les difficultés de débouchés ont subi des variations à la hausse. Car il est évident que les 3 millions de salariés qui gagnent moins de 15.000 francs ne peuvent pas acheter grand-chose avec leurs 500 fr. par jour.

Le Conseil du Patronat, lui, estime que les travailleurs ne doivent pas se plaindre. Le coût de la vie, dit-il, a augmenté de 34 %, les salaires de 45,88 %. C'est à en ottraper une « crise de nerfs ». Ces messieurs qui dépensent des fortunes à la roulette, au baccara ou bien en clips, rivières de diamant pour la dame de leur cœur, estiment que **15.939 francs** cela suffit pour un ménage ouvrier. Si on pouvait les con-

Les autres : « Malheur ! qu'allez-vous faire. Il faut du crédit parce que les entreprises ont une trésorerie à sec. Les taxes, la Sécurité sociale, la hausse damner à ce salaire, ils mettraient le feu à la société.

La patience ouvrière est digne d'une médaille d'or.

CORRUPTION ET BLA-BLA-BLA

A leurs moments perdus ceux qui révèrent les grandes vertus du patronat, la hardiesse des chefs d'entreprise, des hommes d'affaires, des spéculateurs versent des larmes de crocodile sur l'écrasement de la hiérarchie. Les pauvres directeurs et sous-directeurs, les pauvres ingénieurs, les pauvres contremaîtres, les pauvres cadres, ce sont les grands sacrifiés. Peut-être que l'ouvrier qualifié et le manœuvre gagnent trop.

(*Suite page* 2, *col.* 1.)

LES GANGSTERS DE LYON

n'ont rien de commun avec le

Mouvement Anarchiste Espagnol

Machination policière** de grand style, appuyée par des journalistes infâmes, **déja déjouée !

LA population a appris avec stupeur par la grande presse à gages, que l'attaque du fourgon postal de Lyon et la tuerie qui s'en est suivie, avaient pour auteurs le « parti anarchiste espagnol ». Comme l'immense majorité des travailleurs de France ocnnaît et estime les travailleurs espagnols, il a fallu que les officines policières et les journaux bourgeois rivalisent de mensonges et de procédés indignes pour essayer d'accréditer cette affirmation que les organisations anarchistes espagnoles vivent de « hold up ».

Le « Libertaire » est aujourd'hui en mesure de faire toute la lumière sur cette affaire.

LES FAITS

1° Les auteurs du « hold up » de Lyon n'appartiennent pas à la C.N.T. d'Espagne en exil et ne sont en aucune façon membres d'une organisation anarchiste. On peut se demander à la suite de quelles pressions les inculpés ont été amenés à se recommander de la C.N.T. et de la F.A.I.

La C.N.T. est une organisation qui contrôle en France 25.000 travailleurs espagnols, *dont chacun peut prouver ses ressources.* Ces milliers d'ouvriers des mines et des barrages (parfois 50 % de l'effectif ouvrier) sont-ils des gangsters ? Autant sans doute que 5.000 des leurs morts dans les camps d'Hitler !

La C.N.T., au cours de son congrès de 47 et dans maintes circulaires confidentielles a manifesté son opposition à tout procédé relevant du gangstérisme. Lorsqu'elle a pu les identifier, elle a, imitant en cela les groupes anarchistes exilés, exclu de son sein les « brebis galeuses », la plupart du temps agents de Franco, et infiltrés dans le mouvement anarchiste espagnol pour le compromettre aux yeux du peuple français par des actes de droit commun.

Dès la semaine dernière, un rapport précis en ce sens, avec témoignages (circulaires confidentielles, comptes rendus, etc...) a été remis à des journalistes, des hommes politiques, afin que — s'ils sont de bonne foi — justice soit rendue à nos camarades

La C.N.T., le mouvement anarchiste espagnol, condamnent l'attentat meurtrier de Lyon et ne s'insurgent en rien contre le fait que la police française poursuive des criminels de droit commun et leurs complices. Mais la police française, trop heureuse de trouver enfin, après 10 ans de séjour paisible ou marqué d'actes d'hostilité au totalitarisme (opposition à Vichy, résistance), l'occasion de nuire au mouvement anarchiste international, s'efforce de confondre quelques malfaiteurs avec une organisation parfaitement connue, et dont la tenue à l'égard des autorités françaises a toujours été parfaitement correcte.

2° Pour cela, dès les premières heures, on arrête, perquisitionne, interroge, brutalise. Plus de 2.000 Espagnols de la région de Lyon sont victimes des procédés policiers, et pas seulement les anarchistes : tout ce qui est espagnol est suspecté (on voit ici la volonté de jouer sur la xénophobie de quelques milieux français). Quelques Espagnols sont arrêtés comme complices... parce qu'ils avouent connaître plus ou moins les coupables. Or, chacun sait que dans les milieux émigrés, vivant repliés sur eux-mêmes, tous se connaissent dans une même ville, même entre adversaires politiques.

Plus encore, la police, franchissant délibérément les limites du judiciaire, entre sans hésitation dans la politique — elle s'en vante — arrête plusieurs membres de la direction de la C.N.T. espagnole en exil et en maintient deux en état d'arrestation. Or, ces hommes sont l'image même de l'intégrité. Celui sur lequel on s'acharne, Jose Peirats, a toujours et personnellement condamné les actes à caractère d'agression et son passé est garant de sa parfaite moralité. C'est cet homme, un des plus purs des nôtres, que la police comptait faire passer pour l'instigateur du hold-up de Lyon : elle ne pouvait plus mal tomber.

(*Suite page* 2, *col.* 1.)

Sept noirs électrocutés aux U.S.A. !

AINSI ils ont osé ! Sept hommes ont été conduits à la mort, non à cause de leurs opinions ou de leurs actes, mais bien par suite de la couleur de leur peau, de leur appartenance à une race d'hommes, dont le maintien en esclavage contribue à la prospérité de la « démocratie » américaine. Pas une preuve n'a pu être apportée par les juges racistes. La victime elle-même s'est récusée lorsqu'il lui a fallu reconnaître ses prétendus agresseurs et depuis lors, elle a disparue !

Toutes les protestations sont restées vaines. Du monde entier des télégrammes ont afflué vers Battle, gouverneur de l'Etat de Virginie et Vinson, président de la Cour Suprême des Etats-Unis. Mais ceux-ci ont déclaré qu'ils ne faibliraient pas devant la « Propagande », faite autour de leur forfait. Et ils n'ont pas faibli...

LA FEDERATION ANARCHISTE elle aussi a tenu à intercéder en faveur des victimes, à exprimer son indignation devant l'impudence de telles exécutions qui sont plus fréquentes qu'on ne pense au pays du capitalisme, ce système qui favorise l'exécution de toutes les haines.

Nous avons adressé à l'Ambassade des Etats-Unis à Paris, un télégramme dont voici le texte :

AMBASSADE ETATS-UNIS PARIS
2, avenue Gabriel

Fédération Anarchiste Française proteste énergiquement contre inique exécution noirs MARTINSVILLE, forfait digne crimes fascistes.

Notre geste a été inutile. Mais nous venons d'apprendre que les racistes américains préparaient un nouveau crime : Six noirs de Trentas, en prison depuis deux ans pour le prétendu assassinat d'un vieillard, sont menacés de subir le même sort que leurs sept frères de Martinsville.

L'opinion publique ne doit pas laisser ce nouveau crime s'accomplir. De toutes parts, et dès aujourd'hui, la protestation doit s'élever. Il faut que les racistes américains sentent le poids de leur infâmie, IL FAUT QU'ILS RECULENT !

Pourquoi hésiter ?

L'action que mène, depuis 1945, la FEDERATION ANARCHISTE, n'a pas été sans lui attirer de nombreuses sympathies. En toute occasion, nous découvrons autour de nous des hommes qui suivent avec attention nos efforts persévérants pour dégager et diffuser la VERITE REVOLUTIONNAIRE. Dans tous les milieux, des gens de toute condition ont compris que si la Fédération Anarchiste n'avait pas encore polarisé les « masses », elle méritait cependant d'être considérée comme une force d'avenir. Des ouvriers, des étudiants, des intellectuels, des travailleurs, parmi lesquels l'élite d'organisations diverses reconnaissent, aujourd'hui, la logique de nos positions.

Dès lors, comment expliquer le refus de participation active à notre action propre, l'absence apparente du souci de coordination qui caractérise certains des éléments qui nous sont proches ?

Il semble, dès l'abord, que les jugements portés sur le caractère de notre organisation ne soient formulés que d'après l'appréciation du militantisme dans une organisation quelconque. L'individu évolué, à notre époque, craint autant l'enrégimentation que la confusion, et il conçoit en général le militant comme le soldat d'une cause voué à la mutilation de sa personnalité en vue de la réalisation de desseins « supérieurs ». Parfois même, le seul qualificatif de militant évoque l'image d'un esclave aveugle réduit à des tâches ingrates et que les impératifs de l'action immédiate ont conduit à l'oubli des buts fondamentaux qu'il s'était initialement fixés...

Certains, dans une perspective différente, posent surtout la question de l'efficacité. S'interrogeant sans trève sur les chances de réussite de notre mouvement, animés d'un doute perpétuel, ils sont réduits à réprimer sans cesse leurs velléités de combat.

Nous reconnaîtrons volontiers la légitimité de telles inquiétudes et nous n'hésiterons pas à affirmer que pour ne pas les avoir éprouvées, nombreux sont ceux qui se sont engagés dans des voies stériles. Qu'il nous soit permis, cependant, de redresser, en ce qui nous concerne, certaines erreurs :

S'il est vrai que l'adhésion à la Fédération Anarchiste implique l'acceptation de certains devoirs et la soumission à certaines tâches essentielles, il ne s'ensuit pas qu'il s'agisse là d'une mutilation de notre être et d'une négation de notre idéal. Selon nous, en effet, on ne peut militer valablement que dans des conditions qui permettent l'épanouissement de l'individu par ses contacts avec ses frères de combat, ainsi que son approfondissement perpétuel de l'idéologie qui est la nôtre, à la lumière des événements. Le militant anarchiste peut donc être considéré, non pas comme un robot dont la tâche est de « mettre des pieds en marche en direction de la Révolution », mais comme un individu s'efforçant d'atteindre un équilibre, compte tenu des impératifs humains de tous ordres, qui lui permettra de promouvoir dans les esprits, l'adhésion à des valeurs nouvelles.

Pour ce qui est de la fameuse question de l'efficacité, le militant anarchiste, aussi bien que le militant de n'importe quelle autre organisation, ne peut, honnêtement, avoir une certitude absolue de succès. Il lui est cependant permis d'estimer que si l'analyse anarchiste de l'évolution sociale n'est pas erronée, il parviendra à trouver des méthodes susceptibles d'être fécondes, car correspondant aux réalités, et que, somme toute, le moyen unique de sauvegarder certaines valeurs reste le combat social, auquel seuls les lâches peuvent avoir l'illusion d'échapper.

Les considérations que nous venons de développer ne nous empêcheront pas de constater que les éléments auxquels nous faisons allusion, n'ont pas été sans ressentir l'aggravation progressive de la situation autant sur le plan social que diplomatique et que rien ne nous permet d'affirmer que cette vision objective des événements ne les incitera pas, enfin, à participer à l'action collective et concertée que préconise la Fédération Anarchiste : La POSITION 3e FRONT que nous nous sommes acharnés à préciser et à nuancer a encore augmenté notre audience et, déjà, nous pouvons avoir la certitude que nous serons entendus, que notre action sera puissante, si chacun d'entre nous, militant, sympathisant ou lecteur de ce journal, sait mesurer ses responsabilités.

ÉLECTIONS EN ALGÉRIE

LES bateleurs s'agitent sur les tréteaux électoraux. Sur les journaux, le dernier discours de Truman ou de Staline, et le crime du jour se sont rétrécis pour faire place aux promesses mirobolantes des charlatans en quête d'une banquette à l'Assemblée algérienne dont sonne l'heure du renouvellement partiel. L'Agérie va voter; quand ces lignes paraîtront, les jeux seront faits... Et tout continuera comme par le passé. Les Agrariens au pouvoir, vinassiers et céréaliculteurs continueront de défendre leurs intérêts de maîtres de la glèbe. Avocats et professeurs en rupture de barreau ou de chaire auront trouvé un nouvel auditoire. Quelques échantillons staliniens — il faut de tout pour faire un monde — défendront les intérêts du prolétariat et de la hiérarchie réunis. Quelques nationalistes bourgeois ou maraboutiques, passés, Allah sait comme, au travers des urnes à double fond, continueront de bercer leurs rêves de République algérienne, fromagère, à l'imitation des grandes sœurs française ou égyptienne.

Et le mineur de Kenadza, le docker d'Alger ou d'Oran, le fellah de la Mitidja continueront de peiner en proie aux flics et au minimum vital. Entrepreneurs et architectes pomperont dans les misérables crédits destinés aux constructions scolaires, leur dîme redoutable. Le Proconsul ira discourir et plastronner, d'inauguration en inauguration à seule fin de permettre aux actualités françaises de parler de « mission civilisatrice de la mère patrie ».

Quel bilan présenteront les membres sortants ? Il est bref : les communes mixtes des territoires du Sud maintenues sous l'arbitraire militaire, la Sécurité sociale sabotée du fait de sa non-application aux travailleurs agricoles (1/4 de la population algérienne, 2/3 du prolétariat), la scolarisation de 90 % des illettrés compromise par d'insuffisants crédits, et tout à l'avenant.

Projets : par la voix autorisée du président Flinnois, retour de France où il était allé aux ordres, nous apprenons que l'Algérie devra participer à l'effort de « Défense de l'Occident » en comprimant les dépenses sociales du budget au profit de celles militaires.

D'ailleurs, qu'est cette Assemblée ? *Son pouvoir :* Le gouverneur général est responsable de ses actes devant le gouvernement de la République (article 4 du Statut). *Ses initiatives :* sous peine de dissolution, l'Assemblée est dans l'obligation de voter le budget établi par le G. G. sous contrôle du ministère de l'Intérieur (art. 46 et 21).

Son mode d'élection : basé sur la discrimination raciale : deux collèges : un musulman, un européen ; des élus : préfabriqués par la conjugaison des urnes truquées, des comptes rendus maquillés, des pressions et répressions policières.

Ainsi, tarée comme les Parlements nationaux, de plus, étroitement limitée en ses attributions, élue par fraude et corruption, dominée par une majorité agrarienne (70 délégués totalisent 200.000 ha), l'Assemblée algérienne est une caricature de Parlement, comme le Parlement est une caricature de « démocratie ».

Le nombre des abstentions nous apprendra peut-être que, si les Algériens n'ont pas encore compris que leur émancipation ne devra rien aux politiciens, démagogues, nationalistes staliniens ou arabes, ils ne sont pas dupes, et ils démontreront à leurs élus qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes, pâles valets aux ordres du capital.

Martin (M.L.N.A.).

(*Voir en page* 4 *un manifeste du Mouvement Libertaire Nord-Africain.*)

LES LEÇONS DU COMMUNISME CHINOIS

Que s'est-il passé en Chine ?

ON se contente trop souvent d'interpréter l'avènement du Parti Communiste en Chine, en disant : « Le Communisme chinois, c'est Staline avec quatre cents millions de sujets en plus ». En réalité, le problème dépasse de loin sa signification stratégique, et, pour des Libertaires, il est lourd d'enseignements sociaux.

1. — LES FACTEURS TRADITIONNELS

La victoire des hommes de Mao Tse Tung doit être envisagée sous deux aspects : comme une continuation de l'histoire de la « Chine traditionnelle », et comme un dépassement décisif des conditions de cette histoire.

Plaçons-nous d'abord du premier point de vue La Chine constitue depuis toujours un immense empire paysan, qui passe par des périodes de santé économique relative accompagnée de centralisation administrative, puis de pagaille-économico-sociale accompagnée de chaos politico-administratif. Si l'on cherche l'explication de ces cycles successifs, on la trouve avant tout dans le problème agraire, problème clef de ces immenses régions.

En effet, en Chine comme dans la plupart des anciens empires continentaux, l'immense masse paysanne, morcelée, atomisée, incapable de déborder le point de vue étroit de son champ, et, tout au plus, de son village, inculte, se soumet passivement aux grandes catastrophes naturelles qui la dépassent. Armée d'une technique primitive, patiemment penchée sur la glèbe du matin au soir, elle ne peut même concevoir qu'elle puisse trouver en elle-même les forces nécessaires à la lutte contre les fléaux naturels, et aussi contre les barbares des marches, en particulier du nord-ouest, aux tentatives répétées d'invasion. Pour cela elle est trop morcelée, trop plaquée étroitement au sol, trop fataliste, trop ignorante, trop pauvre. Il faut donc, tout naturellement, que se forme une bureaucratie d'Etat, dont l'origine importe peu, et dont la fonction utile consiste dans cette double tâche de protection du pays (c'est elle, par exemple, qui fait construire la Grande Muraille contre les envahisseurs), et de grands travaux (construction de greniers à

(*Suite page* 2, *col.* 3.)

LES 100 FR. DU «LIB»...

LE 8 MARS

?

Retenez votre Soirée

LES GANGSTERS DE LYON

(Suite de la première page)

Alors, furieuse de ses bévues, elle laisse la suite du travail à la presse servile ou plus spécialement à « France-Soir », spécialisé depuis quelque temps dans la calomnie anti-anarchiste, et à « l'Aurore », le journal de chantage vichyste-gaulliste-franquiste. Et cette presse d'insinuer que Peirats est ce vagabond, cet homme louche arrivé il y a peu, de lointains pays !

Et comme cela est un peu risqué tout de même, de salir un homme intègre, qui peut et sait se défendre, on lui prête les déclarations les plus fantaisistes (et après quels procédés d'interrogatoire ?) : on fait dire à Peirats que la F.A.I. n'est autre que ce petit groupe de gangsters et d'indésirables que les groupes anarchistes ont, les premiers pourtant rejeté de leur sein, suivis en cela par la C.N.T.

3° Puis c'est le suicide du chef de la bande. Et quelle conclusion en tirent la police et le « journalisme » ? C'est que l'homme s'est tué pour ne pas parler, pour ne pas avouer que la politique a mené le jeu ! Comme si c'était la première fois qu'un chef de gang se suicide parce qu'il sait qu'il est perdu...

On pourrait se demander aussi comment cette F.A.I. si secrète et si puissante a pu faiblir en un instant au point de ne pouvoir cacher l'un des siens, et comment elle a pu préférer se compromettre en le laissant se suicider ou se rendre !

LES CONCLUSIONS

Le procédé d'assimilation auquel ont recours la police et la presse pourrie, pour si répugnant qu'il soit, n'aura guère été efficace puisque déjà la machination est déjouée.

Il faut que le Gouvernement et le Parlement reculent devant l'ignominie et déjà un certain nombre de leurs membres se sont émus.

Ou bien alors condamner tous les mouvements : tous recèlent en leur sein des provocateurs ou des irresponsables qu'ils cherchent à éliminer et si on ne peut reprocher à une organisation les actes de quelques-uns de ses membres agissant en contradiction avec les décisions de cette organisation, encore moins peut-on lui reprocher les actes de ceux qu'elle ignore ou qu'elle a rejetés. Assimile-t-on toute la Résistance aux criminels du procès de Troyes ?

Mais l'hésitation des hautes autorités est conséquence surtout de l'attitude de tous les anarchistes. A eux de faire éclater la vérité comme leur journal le fait aujourd'hui.

Il nous faut dénoncer aussi, à côté du procédé d'assimilation, l'abjecte excitation à la haine des étrangers. Et l'on choisit le mouvement anarchiste espagnol, non seulement parce qu'il est valeureux et puissant, mais parce qu'on sait qu'une certaine couche de la population est prête à voir dans les étrangers les pourvoyeurs du crime.

Il nous faut dénoncer enfin et surtout les immondes raisons politiques de la machination policière : le soutien de Franco, la servilité à l'égard de Washington, la volonté de briser l'Internationale anarchiste.

A la Fédération Anarchiste de France de démontrer que les travailleurs espagnols sont partout appréciés et aimés, de rappeler qu'ils ont été les premiers résistants, dès 1936, de rappeler leurs sacrifices passés et de citer leurs actes d'héroïme d'aujourd'hui, dans la résistance contre Franco, de montrer aux moins ouverts de nos compatriotes que les pires crimes ont souvent pour auteurs des Français de bonne race — les journaux ne peuvent tout cacher —, de montrer enfin que l'affaire de Lyon n'a été qu'un prétexte pour certains secteurs de la politique de montrer leur bonne volonté à Franco, peut-être pour obtenir l'ouverture de la frontière en cas de retraite précipitée ou pour complaire aux maîtres de Washington.

Les militants de la F.A. n'auront de cesse que les membres de la C.N.T. — non les coupables — soient libérés, que justice soit rendue à la C.N.T. et à la F.A.I. Ils mettront tout en œuvre pour cela. Cela aussi est un combat « 3e FRONT », un combat révolutionnaire.

Vivent la F.A.I. et ses héros !

Le Comité National de la Fédération Anarchiste de France.

LES LEÇONS DU COMMUNISME CHINOIS

(Suite de la première page.)

céréales pour les années de disette, endiguement de fleuves, creusement de canaux, maintient de routes en état). Les travailleurs pour ces entreprises sont évidemment prélevés dans le résevoir paysan lui-même, et traités en esclaves dont la vie n'a aucune valeur, ainsi que l'armée. Mais la fonction essentielle est remplie : l'insuffisance paysanne est compensée par un appareil bureaucratique totalitaire, ce qui, d'ailleurs, se retrouve dans toutes les formes du totalitarisme, même moderne : c'est sur la base d'une déficience économico-sociale que se développe le monstre étatique.

Cependant, cette bureaucratie, véritable classe sociale, réagit à son tour sur la structure sociale profonde de l'Empire chinois. Dans cette immensité, l'appareil administratif militaire est en proie à des forces de désagrégation, qui l'arrachent à la souveraineté absolue de l'Empereur et de ses secrétariats et ministères, et qui tendent à transformer le fonctionnaire en propriétaire foncier par l'accaparement des terres, le mandarin en hobereau, le capitaine en chef de bande indépendant. Cette tendance, dans le passé chinois, est irrésistible. Mais son danger principal c'est que, lorsque le fonctionnaire expulse petit à petit le paysan pour s'emparer de la terre, il diminue la production agricole, il fait échapper le sol à l'impôt grâce auquel vit le système bureaucratique, il crée des bandes de paysans affamés, déracinés, qui rendent peu sûres les campagnes et les routes. Plus d'impôt, plus d'argent pour payer les troupes, qui, à leur tour, passent au banditisme, pour payer les fonctionnaires, qui cessent de reconnaître l'autorité impériale, pour exécuter les grands travaux, pour contenir les barbares aux frontières. L'Empire se divise en principautés rivales, qui se font la guerre, la famine est endémique, les épidémies règnent, et les barbares se lancent à la curée. L'Empire s'effondre au milieu des massacres ou de l'indifférence générale.

Après des années, des dizaines d'années, de chaos, de dépeuplement, de droit du poing, quelque conquérant réunit en ses mains impitoyables une puissance suffisante pour faire régner sa volonté sur l'Empire, briser ses concurrents, lever l'impôt. Et, chose essentielle, il frappe le mal social è sa racine en opérant une réforme agraire, en restituant la terre au paysan. De nouveau, la bureaucratie est assise sur la base solide de l'impôt, de l'obéissance paysanne, du « soldat-laboureur » et de nouveau elle dégénérera.. Telle est la puissance de la nécessité qui la modèle au pouvoir, que des dynasties barbares se sinisent absolument en quelques dizaines d'années, employant les mêmes méthodes, les mêmes lettrés, se réclamant des mêmes textes que leurs prédécesseurs.

Ce schéma éternel de l'évolution cyclique de la Chine éclaire partiellement la nature du communisme chinois. Nous serons certes moins absolus que cette opinion citée par la *Documentation française* : « Pour certains historiens, l'avènement du communisme se situe logiquement dans le cadre historique de la Chine et les leaders du P.C.C. (1) ne seraient que les héritiers de ces anciens hommes des Marches du Nord-Ouest (Shensi-Shansi « terre impériale ») — Taï-Tsong, fondateur de la dynastie mandchoue — dont l'intervention mettait fin aux périodes de désagrégation et de décentralisation politique qui marquaient en Chine la fin de chaque dynastie (2) En fait, les leaders des P.C.C. ne sont pas *que* les héritiers des anciens fondateurs de dynastie, mais lis sont aussi cela.

Nous retrouvons en effet, à la base de l'effondrement de l'ordre politique de la dictature de Tchiang Kaï Tchek et du Kuomintang, les traits inséparables de l'effondrement de chaque dynastie passée : un profond malaise agraire, une corruption bureaucratie inouïe. En ce qui concerne le partage du sol, et ses prodigieuses inégalités qui, sur la base d'une technique comparable, ont toujours conduit aux pires catastrophes, voici quelques chiffres pour l'année 1934 (3) : 55 % de la terre appartenaient à un peu moins de 5.500 exploitations de paysans riches et propriétaires fonciers, 26 % à un peu moins de 11.000 exploitations moyennes, et seulement 19 % à plus de 38.000 exploitations rurales pauvres. L'accaparement de la terre par quelques-uns, qui ne la cultivaient pas du tout ou que très partiellement, leur permettaient d'exiger des paysans pauvres des taux de fermage exhorbitants; en Chine du Nord, le taux variait normalement entre 50 et 60 % de la récolte. Les impôts étaient écrasants et c'est ainsi, toutes réserves faites concernant la source, que l'Assemblée du Peuple de la région-frontière communiste du Shensi constatait en 1944 que les impôts y étaient 22 fois moins lourds que dans les provinces nationalistes (4). La pauvreté paysanne trouvait sa conséquence dans la misère des villes, où la main-d'œuvre surabondait, à tel point qu'on trouvait rarement une famille travailleuse qui ne soit pas prisonnière des usuriers.

L'effroyable misère paysanne, trouvait son complément, et son aggravation, dans la corruption bureaucratique. Plus le paysan était pauvre, plus le fonctionnaire le traquait pour le faire payer, et, possesseur d'un pouvoir incontrôlé faisait de ses fonctions officielles la source de revenus personnels considérables. L'administration était vendue au plus offrant, depuis le fonctionnaire de dernière classe jusqu'à la famille du généralissime Tchiang Kaï Tchek, et l'armée marchait du même pas.

D'après des sources qui ne sont nullement communistes, écrivait en avril 1947 un correspondant du *National Zeitung* de Bâle, les milieux militaires chinois sont en proie à la même corruption que presque tous les milieux de l'administration. Beaucoup d'armes et d'objets d'équipement livrés par les Américains ont été vendus au marché noir, pour les communistes. Sur les 1.000 avions que l'Amérique a livrés, il n'y en a guère que 700 qui soient en état de prendre l'air. Tous les autres ont besoin de réparation. Mais toutes les pièces dont on a besoin pour les réparations sont tombées aux mains des communistes en passant par le marché noir ».

On connaît, par ailleurs, le moyen original que l'administration employait pour s'assurer les crédits américains : une partie de la somme reçue retournait aux U.S.A. sous forme d'un « arrosage » aux gros bonnets du Congrès, qui faisaient voter de nouveaux crédits.

La désagrégation administrative et militaire jouait à plein même dans la lutte assurée contre les communistes. Fait significatif des époques de dissolution de la société politique chinoise, chaque chef d'armée se considérait comme propriétaire de ses troupes, et l'autorité militaire centrale avait le plus grand mal à décider les généraux d'une province à céder des renforts à leurs confrères malchanceux d'autres provinces, alors que, au contraire, les armées de Mao obéissaient rigoureusement à un plan d'ensemble, qui montrait combien elles représentaient le retour cyclique de l'unité de la Chine et de son administration.

Toute l'histoire du P.C.C. est une vivante démonstration de son rôle de restaurateur de l'unité chinoise par la réforme agraire.

Dans une première période, de 1920 à 1927, le P.C.C. concentre ses efforts sur les milieux ouvriers. Il réussit effectivement à obtenir une certaine audience urbaine, mais hésite sur le problème agraire. Par ex. : en 1923 son 3e congrè adopte à ce propos des vues nettement réformistes, qui se réduisent aux trois points suivants : *a*) Les impôts doivent être allégés; *b*) une loi régulariser le système de fermage; *c*) La technique agricole doit être améliorée. L'aile droite, qui tient les commandes du parti, oppose constamment la Révolution Nationale à la Révolution agraire et veut ménager la paysannerie riche. Le Komintern déclare, en 1927 : « Au sein du Parti (chinois) on note, quelques fois, une certaine crainte en face du mouvement des masses, particulièrement du mouvement paysan ».

Or, en 1927, le parti de la bourgeoisie, le Kuomintang, déclenche, une régression terrible contre le communisme qui est chassé des villes. Désormais, l'activité communiste se concentre sur les campagnes, la composition sociale du parti se transforme radicalement, les paysans apportent avec eux leurs traditions historiques propres : habitude du travail clandestin dans les sociétés secrètes, tradition millénaire de révoltes armées contre les propriétaires fonciers, méfiance envers les idéologies abstraites (6). Le Communisme, durant cette période 1927-1935 devient de plus en plus spécifiquement chinois. Il cherche à utiliser les mouvements révolutionnaires spontanés de sociétés secrètes paysannes, contre les propriétaires fonciers usuriers et les usuriers et qui ont pris une grande ampleur. Cependant, le P.C.C. continue à rechercher l'alliance des paysans riches contre les propriétaires féodaux, à cause du danger de « sabotage de la production ». C'est cette contradiction qui amènera la chute de la République Soviétique de Chine Méridionale, en 1934 : le chantage de la paysannerie riche empêche les Communistes de procéder à une réforme agraire efficace, et donc de conquérir une base de masses.

En 1936, après une marche inouïe de 10.000 kilomètres qui dura plus d'un an, les armées communistes, à composition paysanne, occupent la province du Shensi, au Nord-Ouest. Le régime s'y implante solidement parce qu'une amélioration du sort paysan pouvait y être obtenue sans se heurter à une résistance désespérée de la paysannerie riche : le Shensi est semi-désertique et possède de vastes terres en friche, le problème crucial n'était donc pas le partage des terres, mais une réduction du taux de fermage, à laquelle procédèrent les Communistes. Des mesures d'assainissement, d'allègement fiscal, de crédit agricole, de création de coopératives, développe la surface cultivée, les récoltes, et fait du P.C.C. un parti soutenu par les paysans aisés qui n'y voient aucun empêchement au développement de leur richesse. C'est le Shensi qui formera la solide base de conquête de la Chine au travers de la lutte contre les nationalistes et les Japonais, le tremplin du triomphe de Mao-Tse-Tung.

On remarquera donc combien le P.C.C., danc son histoire, en vient à trouver ses forces profondes dans celles de la paysannerie, dans une liaison intime avec une solution réaliste, anti-dogmatique, du problème agraire. Il joue là le rôle essentiel de tous les restaurateurs de lunité chinoise. Il nous reste à voir comment, tout en accomplissant la tradition, il la dépasse et la contredit; comment, ayant pris appui sur la paysannerie traditionnelle il se tourne vers l'industrialisation.

René MICHEL.

(1) Parti Communiste Chinois, nous emploierons cette abréviation.
(2) « Notes et études documentaires » du 29 juin 1949.
(3) Maslonnikov « La Chine », Moscou 1946.
(4) Kovalev, dans la Revue « l'Economie mondiale », de Moscou, n° 7, 1947.

La police avec nous...

A propos des violences sur les détenus, le Syndicat national pénitentiaire C.G.T. rappelle qu'il ne saurait être reproché au personnel pénitentiaire « une stricte application des règlements ».

Ça fera toujours plaisir à Raymonde DIEN et Henri MARTIN...

Le Réarmement

(Suite de la première page.)

Et les gardiens vigilants des bonnes institutions bourgeoises jettent le cri d'alarme. Selon les jours, ils ont peur que les cadres fassent cause commune avec le prolétariat ou bien qu'ils se laissent corrompre, en finissant par aimer les expédients et les tripotages fructueux.

A ce sujet, les documents sur la gestion des entreprises publiques sont parfaitement éloquents. Les tripotages, les prévarications, la vénalité, les combines dépassent toute description.

Le contribuable n'a qu'à bien se tenir parce que l'Etat a la main large lorsqu'il s'agit de renflouer les grandes entreprises soi-disant déficitaires. Il faut payer les états-majors de direction grossis démesurément. Les créatures de la politique méritent protection et les casés de tel ou tel haut personnage doivent passer à la caisse généreusement, même s'ils ne font qu'acte de présence sans parler évidemment des présences fictives, et de tous ceux qui vivent bon train aux frais de la princesse et ont en conséquence de bonnes raisons d'être fidèlement attachés à l'Etat, ce grands distributeur de revenus. Il n'est pas nécessaire d'avoir de l'imagination pour mettre en relief le trafic moral et matériel dans les grandes entreprises. La Cour des Comptes nous donne plus de renseignements que nous en désirons, pour peu que nous ayons le courage d'aller jusqu'au bout de ses gros rapports. Il est évident que la corruption que l'on pare du mot plus calme de « politisation » ne s'arrête pas aux frontières de ce pays ; cette corruption existe dans tous les pays capitalistes, elle est inhérente au régime et elle existe aussi derrière tous les rideaux (pour employer une expression à la mode) malgré le silence de la presse

Mais qui prend garde à cette corruption. n'est-elle pas l'air que nous respirons journellement ?

Et le fardeau de la vie quotidienne « progressiste » sur ces corruptions.

empêche le travailleur de s'étonner. Il sait qu'il vit dans un monde pourri mais il voit mal comment il pourrait le changer.

La bourgeoisie éclairée se rend bien compte qu'elle aura des difficultés pour emporter l'adhésion des travailleurs à défendre leurs taudis et leur misère, c'est pourquoi on ne nous a jamais tant parlé de défense nationale liée au progrès social. Mais pour l'instant, la « construction » qui aurait besoin de 500 milliards par an pour construire 20.000 logements par mois ne dispose que de 45 milliards de crédits et il est de fortes chances que ces crédits ne puissent être utilisés que partiellement faute de matériaux de construction. Car il est fort probable que la richesse hydroélectrique, le charbon, l'acier ne servent non pas à construire des maisons, mais à construire des arsenaux comme le dit un grand journal du soir...

OU EST LE PROBLEME ?

On sent bien qu'on n'en sortira pas. A moins de changer les méthodes d'action... Mais là est le grand problème. Les méthodes d'action ne manquent pas. L'arsenal syndicaliste en regorge. Ce n'est pas les moyens qui font défaut, mais la volonté de mettre en application ces moyens. On nous dira : les travailleurs sont ignorants, les travailleurs se jalousent, les travailleurs sont divisés. C'est possible, mais est-ce que cela empêche la gestion ouvrière des entreprises ? Si les entreprises sont mal gérées par les travailleurs, elles le seront encore mieux que la gestion actuelle. En mettant un terme au trafic sur les matières premières, sur les produits qui augmentent de prix en changeant de main, en mettant un terme aux « honoraires » et traitements scandaleux sans parler des à-côtés, pots de vin et autres, il sera possible à la fois d'élever les conditions de vie des travailleurs au niveau d'une moyenne qui sera celle de tous. Voilà le problème.

C'est un problème de courage, de volonté, d'intelligence, d'action revendicative dosée avec une action gestionnaire.

Les politiques et les militaires poursuivent leur politique, aux travailleurs de suivre la leur en s'organisant solidement sur un plan d'action concret et nous verrons laquelle des deux forces prédominera : celle des grands stratèges considérant l'armement et la guerre comme une industrie et un phénomène naturels ou celle des millions de travailleurs qui veulent construire des maisons, des hôpitaux, venir en aide aux vieux, en un mot travailler pour la vie dans toute la plénitude du mot.

ZINOPOUNOS.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1re REGION

LE HAVRE. — Lecteurs du « Lib » et sympathisants, désirant se grouper, joindre le secrétaire « Libre Pensée » à Franklin, cours de la République, le 28-2, à 18 h. 30, qui transmettra.

LILLE. — Pour le Service de librairie, écrire ou voir Georges Laureyns, 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

2e REGION

CONFERENCE REGIONALE. — Samedi 24 février, à 14 h. 30, salle du Pavillon, 65, boulevard de la Villette, Paris (Xe). Ordre du jour : Circulaire jointe au « Lien » n° 3.

PARIS-XIIIe.— Le groupe se réunit tous les quinze jours (le jeudi) et organise périodiquement des causeries-conférences.

Pour renseignements et adhésions, s'adresser : Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10e).

PARIS-XIV. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

PARIS-XVe. — 1er et 3e jeudi à 21 heures, 31, rue du Général-Beuret. (Métro : Vaugirard.)

AULNAY-SOUS-BOIS. — Le groupe invite les militants et sympatisants aux réunions qui se tiennent chaque samedi au « Petit Cyrano », place de la Gare, à 20 h. 30.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Réunion tous les mardis, à 21 h., 104, bd Jean-Jaurès. Métro Marcel-Sembat.

LEVALLOIS (17e) **(Durruti).** — Au « Vieux Normand » (face métro Rome), réunion du groupe mercredi 7 février, 21 heures. Prière aux camarades d'être présents. Question et décision très importantes pour la vie du groupe.

MALAKOFF. — Pour renseignements et adhésions s'adresser : vendeur du **Lib**, rue Béranger. Le dimanche matin.

SAINT-DENIS. — Vendredi 9 janvier, causerie par un camarade sur « Des Romanoff à Staline ». Café Chez Pierre, 51, av. Jules-Guesde.

MONTROUGE. — Le groupe est formé. Pour renseignements et adhésions, s'adresser : vendeur du **Lib**, avenue de la République, « proximité Cinéma Palais des Fêtes ».

MONTREUIL-BAGNOLET. — Permanence tous les mercredis à 20 h. 45, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris.

ST-DENIS ET ENVIRONS. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, café Pierre, salle du premier étage, 51, Bd Jules-Guesde, à côté de l'église neuve.

VERSAILLES. — Réunion du groupe tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser à la permanence, Café Hélène, 23, rue Montbauron ou au vendeur du « Lib », chaque dimanche, au marché.

USINE RENAULT. — Les sympathisants de l'usine sont invités à contacter les vendeurs du « Lib », pour travail effectif, au sein de l'usine, le jeudi soir, avenue E.-Zola.

4e REGION

TRELAZE-ANGERS 5. — Samedi 10 février, à 20 h. 30, réunion au lieu habituel. Voici l'ordre du jour : Réorganisation du Groupe Trélazé-Angers ; Réorganisation de la Région ; Etude d'une résolution sur la tenue du « Libertaire » et l'orientation de la F.A. ; Divers.

Vu l'importance de l'ordre du jour, la séance commencera à 20 h. 30 précises.

NANTES. — Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h., 33, rue Jean-Jaurès. Sympathisants, écrire à Henriette Le Schedic, 33, rue Jean-Jaurès.

LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignement : tous les jeudis, de 18 h. à 19 h. 45, café Bozec, quai des Indes.

SAINT-NAZAIRE. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignements, s'adresser à : Bidé Félix, bâtiment F. 1, groupe Gambetta, Saint-Nazaire.

6e REGION

Le MANS. — Réunion du groupe le premier vendredi du mois à 20 h. 30, salle 18 Maison Sociale. Renseignements et adhésions à P. Mauger, 14, av. L.-Cordelet, Le Mans.

7e REGION

THIERS. — Les groupes et les camarades isolés doivent s'adresser : Secrétariat régional, Rémy Dugne, aux Fichardies, Le Pontel.

8e REGION

LYON CENTRE. — Tous les samedis, de 16 h. 30 à 19 h., permanence, librairie, adhésions, cotisations.

LYON-JEUNESSE. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, rue des Chartreux, Lyon-Croix-Rousse.

9e REGION

BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE. — Tous les dimanches, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande, 42, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et toute la presse.

10e REGION

TOULOUSE. — Le groupe se réunit les deuxième, troisième et quatrième vendredis de chaque mois, à 21 heures. Café des Sports, boulevard de Strasbourg. Librairie tous les dimanches matin, face 71, rue du Taur. Vente à la criée, rue Saint-Sernin.

12e REGION

MARSEILLE-CENTRE. — Nous informons tous les camarades de Marseille que le groupe du Centre décide d'élargir son activité.

Des causeries seront faites tous les lundis, au siège, 12, rue Pavillon, 2e étage, de 19 heures à 20 h. 30.

Lundi 12 février : discussion sur la Solidarité.

Lundi 19 février : discussion sur Science et Société.

Lundi 26 février : discussion sur le Surréalisme.

Tous les camarades et sympathisants de Marseille sont invités à suivre et à participer à ces débats.

Bibliothèque. — Très bientôt une bibliothèque circulante sera à la disposition de tous.

Librairie. — Permanence tous les lundis, de 19 heures à 20 h. 30.

MARSEILLE-F.A.-4. — Le Groupe se réunit tous les mardis de 19 à 20 h., 12, rue Pavillon, 2e étage, Marseille. Le groupe fournit tous renseignements concernant la F.A. à Marseille.

Courrier Administratif

Les groupes sont priés de commander le matériel FA, timbres et cartes, et de régler ce qui est dû à leur région afin que celle-ci puisse nous passer commande du matériel 1951.

Le Comité de Gestion.

Le service des Archives et Documentation fait appel aux camarades possédant des collections ou des numéros isolés du « Libertaire », paru entre 1920-1939, d'en faire don au service. Il leur sera offert en échange un lot de brochures.

Le Secrétaire.

Les 100 frs du "Lib"

Stien	300	J.C.V. à Hure	350	José	50	Cahn	200
G. P. Martin	300	Domangé	300	Rémy	400	Grd-Père	105
R. Berthet	200	G. Toulouse	600	Tricheux	400	Courtois	500
Jacquelin	400	Blin G.	100	Paco	200	Baudoul	200
Bouyé	200	Un Nazair.	700	G. Narbonne	3.500	Vassal	100
Astaldi	200	Nouvellon	100	Duplessis	250	G. Boulogne	770
P. Guillaud.	155	Sintoni	1.000	Lasfargues	400	Montagut	50
Guy	1.100	Gisneste M.	100	Dhermy	100	Chansons	400
Mabire	200	Dumas	100	Bourgeois	200	A. Laumière	100
Belperon	400	Geo Lapeyre	100	Dauphan	300	Traschel	1.000
P. et C.	400	Jules	100	Paris Cam.	400	Baglus	60
Gonar	85	C.N.T.	200	Rigal	100	Boucheny	70
Un Franc	100	HX-UNO	135	Dubois	125	Gr. Est	225
P. Desieter	300	Mireu	200	St-Germain liste 70-68	1.134	Portier	100
F. Desieter	100	Durat	200	Gis.-Fulois	300	Le Milinaire	100
Valbeuf	300	Andrieu	200	Gido	100	Tourne H...	100
Bonnel	500	Anonyme	50	Rabouille	500	X...	60
Guitton	300	Gurutxoga		A. Laumière	100	Matra	400
Laureyns	300	Arino	200	Hub. St-Jul.	100	X...	100
Carlier	200	Rouzau	100			Vrbica	400
Maryna	1.000					Anon. (Ard.)	100

Un entrepreneur sans gêne

M. Mirouze, entrepreneur du Bâtiment, demeurant rue de la Colonne, n° 8 bis, embauche des ouvriers (travailleurs de n'importe quel âge, profession ou nationalité) dans des conditions tout à fait réguières. Ce qui n'est pas normal, c'est la façon dont il agit à leur égard.

D'abord, si ce monsieur parvient à leur payer la première quinzaine, pour les suivantes... c'est une autre chanson, car sous prétexte que le propriétaire de la maison en construction ne lui a pas délivré de fonds, il nous fait attendre 15 jours, un, deux, trois mois, etc., etc. A la fin il n'y a pas un travailleur auquel il ne soit redevable de somme s'élevant jusqu'à 70.000 francs. Une bagatelle pour un ouvrier, n'est-ce pas ?

Mais, ce qui est le plus « drôle », c'est que ce monsieur avait, au mois de septembre 1950, une maison à lui en construction, rue Saint-Bruno, n° 2, à Toulouse, et lorsque nous lui demandons de nous avancer un peu d'argent, il nous répond qu'il n'a pas un sou...

Allons-nous permettre que l'on nous trompe comme cela ?

A. E.

MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAIN

Toute la correspondance, les articles pour la rubrique coloniale du « Lib », doivent être adressés à Doukhan, 6, rue du Roussillon, Alger.

Nouveaux foyers de guerre ?

(Suite de la première page.)

Il semble maintenant qu'un nouveau foyer de guerre va s'ajouter aux deux foyers de guerre asiatiques :

Les répressions soviétiques en Hongrie, Bulgarie, Roumanie, pour éliminer « le virus titiste », la mise en place d'une masse de manœuvre de 660.000 hommes, pourvus d'un grand nombre de chars, d'autos blindées et de camions armée, et la pression de cette force militaire aux frontières grecques, turques et yougoslaves sont là des indices qui n'invitent pas aux hymnes des Combattants de la Paix.

Ce n'est pas par hasard qu'Eisenhower demande que les troupes américaines stationnées en Europe soient portées de 2 à 6, auxquelles vont s'ajouter 15 divisions d'active françaises considérées comme une contribution « encourageante ». Le réarmement allemand (après les spectaculaires libérations avec restitution de leurs biens, des magnats de la grosse métallurgie allemande, berceau de l'hitlérisme) est **ralenti**, sur les conseils de la diplomatie anglaise, pour ne pas « provoquer » la puissance soviétique. Ainsi, l'échiquier mondial est lourd de nouveaux drames.

Après la Corée, l'Indochine : guerres ouvertes avec croissance des effectifs des deux côtés; l'Allemagne et les Balkans, foyers latents avec gros préparatifs et mise en place fiévreuse « de forces efficaces ».

FACE AUX NOUVELLES ETAPES : 3e FRONT

Se peut-il que les classes ouvrières de tous ces pays intéressés ne soient plus que de la pâte molle dans les doigts des politiques et des militaires ?

Se peut-il que les travailleurs des pays promus à la prochaine fournaise, à la deuxième étape de la guerre chaude soient trop faibles pour reculer devant le massacre auquel ils vont s'associer pour les « démocraties occidentales » ou « les démocraties populaires » ?

Plus que jamais, le 3e FRONT REVOLUTIONNAIRE EUROPEEN ET MONDIAL trouve sa signification et sa portée devant les nouveaux crimes qui vont se perpétuer. Il est encore tôt, que ceux qui détestent leur Etat capitaliste classique, comme ils détestent l'américanisme et le stalinisme, que ceux-là fassent connaître ce qu'ils veulent : vivre. Vivre et être heureux. Vivre et travailler pour la vie. Vivre pour cautériser toutes les blessures qu'il y a dans le monde.

THIERRY.

On nous communique :

ETUDES SOCIALES

14 FEVRIER 1951
CHOPE DU COMBAT
20 h. 30 (sous-sol)
METRO : FABIEN

Histoire du Mouvement Anarchiste

par J. Maitron
Secrétaire général de l'Institut Français d'Histoire sociale

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2e REGION
PARIS-XVIII-L.M.
VENDREDI 9 FEVRIER 1951
A 20 H. 45
Salle de l'Olympic, 20, rue Léon (Métro : Barbès ou Château-Rouge ou Marcadet-Poissonniers)

Le Monde est-il trop peuplé ? Sexualité et subsistance
Orateur : André Maille

★

13e REGION
NICE
15 FEVRIER 1951
CAFE DE LYON

Un regard sur la Jeunesse libre

CULTURE ET RÉVOLUTION

Un pionnier : FRANCISCO FERRER

Théorie et pratique de l'Education nouvelle

Allant plus loin encore, Ferrer, dans son amer ressentiment devant la pauvreté et l'ignorance des travailleurs espagnols, enseignait explicitement aux enfants que le système capitaliste et l'inégale distribution des richesses étaient mauvaises, que le gouvernement politique formait la racine de tous les maux, et que le militarisme constituait un crime contre l'humanité. Inutile de dire qu'il n'existait aucun livre de classe orienté selon ces maximes, de sorte que Ferrer dut en faire rédiger de spéciaux pour l'occasion. Il s'adressa, entre autres, à Elisée Reclus et à Jean Grave, qui s'empressèrent de le satisfaire. Bientôt une maison d'édition de premier ordre fut créée avec un plein succès et distribua des ouvrages de propagande et de vulgarisation, excédant de loin les besoins des écoles modernes.

Mais, plus grave peut-être que le manque de livres appropriés, se faisait sentir le manque d'éducateurs capables de pratiquer les méthodes nouvelles. Ferrer, qui ne laissait rien au hasard, ouvrit une Ecole normale rationaliste pour former ses propres cadres d'instituteurs. Elle travaillait comme annexe à l'*Escuela Moderna* de Barcelone, en coopération avec les cadres enseignants déjà en fonction. Chemin faisant, elle prit l'aspect et les proportions d'une véritable « Université populaire ». Dès son origine, l'Ecole moderne de Ferrer s'était préoccupée des adultes : elle se proposait *l'instruction du peuple*. Tous les dimanches, il y avait donc des cours spéciaux pour adultes, et, le soir, des conférences contradictoires où les parents et les enfants étaient invités — à la façon des écoles anarchistes ou socialistes « du dimanche » qui existent aujourd'hui en Angleterre.

VALEUR ACTUELLE DES IDEES DE FERRER

L'étonnant dans les idées de Ferrer sur l'éducation, c'est qu'une bonne part d'entre elles ont conservé leur valeur. Son unique ouvrage pédagogique « *Origine et idéal de l'Ecole moderne* » demeure très utile pour l'éducateur d'aujourd'hui et pour tous ceux qui s'intéressent à la liberté dans l'école. Une bonne part des critiques adressées par Ferrer aux systèmes pédagogiques en vigueur de son temps sont en effet toujours valables, ce qui dénonce assez la lenteur de nos progrès. Par contre, certains aspects positifs ont vieilli, et il est bien des traits de son système que nous aurions approuvés à l'époque, mais que nous pouvons critiquer aujourd'hui en tant qu'anarchistes tournés vers l'avenir.

Un de ces traits, c'est l'hégémonie accordée à la science sur l'ensemble des études. En fait, ce reproche s'adresse moins à Ferrer lui-même qu'aux temps où il vivait, époque où tant de penseurs d'avant-garde étaient persuadés qu'il suffisait d'inculquer au peuple des vérités scientifiques pour qu'il les mît en application, et construisît la cité du Bonheur. Nous qui vivons en des temps où le savoir scientifique est au pinacle, et qui nous voyons plus loin que jamais d'une société heureuse et libre, nous sommes en droit de trouver cette foi un peu naïve.

Certainement, Ferrer s'est préoccupé trop exclusivement du côté intellectuel de l'éducation. Il s'est trop attaché à la connaissance livresque et cérébrale et trop peu aux arts de création et généralement aux aspects émotionnels de l'éducation. Mais, là encore, Ferrer ne peut être blâmé comme entièrement responsable de cette erreur, vu l'ignorance où se trouvait son époque tout entière en matière de psychologie appliquée.

LES ABUS DU DOGMATISME

Le plus grand défaut du système Ferrer était son caractère dogmatique. Comme nous l'avons vu, Ferrer enseignait aux enfants que le système capitaliste était mauvais, que le gouvernement politique était la racine de tous les maux, et que le militarisme était un crime contre l'humanité. Ce sont là d'admirables sentiments ! Mais la question qui se pose ici pour les partisans de l'éducation libre est la suivante. Enseigner tout cela au nom de la science, est-ce justiciable d'un point de vue pédagogique ? Est-ce psychologiquement sain et utile ? Sans nul doute, Ferrer est arrivé à faire admettre aux enfants ses propres croyances, tout aussi bien que les Jésuites, ses prédécesseurs et rivaux, parvenaient à imposer les leurs ; mais, hélas, toujours à l'état de vérité *a priori !* L'enfant recevait ces notions tout élaborées, au lieu de juger par lui-même. Le fait apparaît clairement lorsqu'on consulte les notes et les devoirs des élèves de Ferrer. Dans son petit livre, celui-ci consacre tout un chapitre à deux extraits de ce genre, et c'est un document des plus frappants. Certaines rédactions d'enfants sont absolument au-dessus de l'âge et de l'expérience enfantine, et l'on ne peut que répéter à leur sujet le verdict du libre-penseur Mocabe : « *C'est l'écho ds parols du maître. Ces enfants récitent leur catéchisme. A coup sûr, les enfants d'une école complètement libre n'écriraient pas comme cela...* »

Aussi bien, Ferrer n'avait-il pas la prétention d'avoir fondé l'école idéale, ni d'avoir prononcé le dernier mot en matière d'éducation. Au contraire, il avait dit : « *L'Escuela Moderna n'est pas le type parfait de l'école future, mais elle en est le précurseur ; nous pensons avoir fait le meilleur usage des moyens dont nous disposons* ». A cela, rien à objecter ; Ferrer est sans nul doute une des pionniers de l'éducation nouvelle ; et ce n'est pas seulement l'Espagne qui lui doit beaucoup. Le courage avec lequel il a fait face aux difficultés les plus accablantes, dans le milieu le plus difficile et contre les persécutions combinées de l'Eglise et de l'Etat, sera pour toujours un trésor d'inspiration pour les éducateurs du monde entier. Et finalement, Ferrer a donné sa vie pour la cause.

LE SUPREME MESSAGE DE FERRER

La place nous manque pour raconter l'histoire de Ferrer pourchassé et juridiquement assassiné par les puissances réactionnaires. Mais elle a été dite dans tout son tragique détail, avec beaucoup de compréhension et de sympathie par Joseph Mocabe dans *The Martyrdom of Ferrer*, et par William Archer dans *The Life, Trial and Death of Francisco Ferrer*. En octobre 1909, Ferrer fit face éu peloton d'exécution dans les fossés de Montjuich, et cria aux soldats : « *Visez bien, mes enfants ; ce n'est pas votre faute. Je suis innocent. Vive l'Ecole !...* »

« *Vive l'Ecole !* » Ces mots furent étouffés par la fusillade : mais l'esprit qui les anima ne peut être étouffé. Il n'a pu être anéanti par l'Eglise réactionnaire ni par les politiciens corrompus. Ni fascisme ni communisme n'en pourront venir à bout. La vie et la mort de Francisco Ferrer pousseront les hommes de demain à élever les écoles dont il rêvait et qu'il a aidé à créer : les écoles de l'avenir où les enfants croîtront en liberté pour connaître les peines et les joies de la création, et se rendre capables de bâtir la société paisible, juste et libre que nous désirons tous.

Tom EARLY (*Freedom*, Londres).

Traduction A. PRUNIER.

"LA REVOLUTION SANS ÉTAT" :

Délinquence

Nous commençons aujourd'hui la publication d'un nouveau chapitre de l'Etude de Gaston Leval sur « La révolution sans Etat » traitant du problème souvent mal analysé des asociaux. L'auteur aborde notamment la question cruciale de la constitution d'un appareil de défense sociale en société libertaire.

Aujourd'hui, pour bien des gens, l'Etat préserve la société contre les délinquants, c'est-à-dire contre les actes antisociaux, contre les individus qui, ne voulant pas s'adapter aux normes générales établies pour qu'une société soit viable, ne voulant pas se plier à la loi commune du travail, ou exerçant sur les autres des actes de violence individuelle, causent, d'une façon ou d'une autre, des préjudices à leurs semblables.

L'Etat disparu, qui se chargera de défendre la société contre ces hommes ? Qui défendra les groupes de producteurs contre ceux qui ne voudront pas se plier à la loi du travail ? Contre ceux qui, habitués à vivre aux dépens des autres, auront recours au vol à main armée, à l'escroquerie, au cambriolage, au meurtre, à l'assassinat ?

Que ferons-nous du satyre, des parents qui brutalisent leurs enfants, de ceux qui émettront soit de la fausse monnaie, soit de faux carnets de consommation, soit de fausses cartes de travail ? De ceux qui prendront d'assaut les magasins de distribution pour emporter des vivres, qui trafiqueront avec les marchandises rares, qui sabote-ront l'instauration du nouveau régime par l'incendie et la destruction systématique des biens ?

Nous ne pouvons pas, et nous ne devons pas fermer les yeux devant ces difficultés que seule la hauteur morale dans laquelle ils planaient a empêché des hommes comme Kropotkine et Reclus de voir avec toute la force de leur réalité.

Mais ceux qui ont vécu ailleurs que dans le cabinet du savant ou que dans des milieux idéalistes réunissant les meilleurs des hommes sur lesquels les individus d'élite exercent une influence qui élève leurs semblables au-dessus d'eux-mêmes, ceux qui, connaissant la variété de types humains et d'attitudes humaines devant la vie, sont bien obligés de penser que la race des parasites légaux et illégaux ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Cependant, nous ne croyons pas que la lutte contre ce danger implique la nécessité de maintenir l'Etat.

Car, avant de justifier l'existence de l'Etat pour protéger la société contre les asociaux et leurs actes antisociaux, il faudrait commencer par se demander si l'Etat lui-même n'est pas la source la plus importante de vol, de spoliation, d'escroquerie, de meurtres, de parasitisme auprès desquels les vols, les spoliations, les escroqueries, les meurtres et le parasitisme privés ne sont que jeux d'enfants.

Supposons, par exemple, qu'en France tous les actes illégaux (escroquerie, cambriolags, vol à main armée, vol à la tire, etc.) représentent actuellement, ce qui nous semble beaucoup, une valeur d'un milliard de francs par an. S'est-on demandé ce que coûte la justice, tout l'appareil judiciaire et de répression ? Avant la guerre, l'Etat prélevait environ, pour ses dépenses, 40 pour 100 du revenu national. Nous avons vu qu'en moyenne 75 pour 100 du budget étaient dépensés pour des fins parasitaires ou de guerre, de vol légal ou de massacre. Et, par la façon dont il administre les choses, la moitié des 25 pour 100 appliqués à des fins utiles était aussi dilapidée. Que signifie, à côté de ces chiffres, la part, comparativement infime, que les illégaux volent, en prenant leurs risques, à la société ?

Un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale actuelle est de voir comment l'attention de la plupart des hommes se centre sur le délinquant illégal et oublie le délinquant légal, officiel ou abrité derrière les textes officiels, simplement parce que l'Etat le protège ou parce qu'il est l'Etat.

Mais ce n'est pas seulement l'Etat qui spolie la société. C'est aussi la multitude des propriétaires, des patrons, des industriels, des commerçants, des rentiers importants, des capitaines d'industrie, des trafiquants de toutes sortes. Les principaux délinquants ne sont pas ceux qui, bien peu nombreux par rapport aux autres, attendent le passant au coin d'une rue pour le dévaliser, mais ceux qui exploitent méthodiquement et légalement le travail humain.

Ceux-là l'Etat ne les combat pas. Au contraire, il les engendre et les protège. Au long de l'histoire, il a toujours fait le jeu des différentes couches d'exploiteurs. Et lui-même n'a vécu que de guerres, de rapines ou d'impôts forcés, mal employés dans une proportion de 99 pour 100.

Que ceux qui craignent les voleurs comparent ce qu'ils ont payé, directement et indirectement à l'Etat depuis leur naissance et ce que les voleurs (illégaux) leur ont pris. Qu'ils calculent la part de bénéfices qu'ils ont donnée aux propriétaires, aux commerçants, aux compagnies de transport, etc..., et au nombre de rentiers qui vivent de leur travail. Qu'ils pensent que tout cela a été et est possible parce que l'Etat, qui, avec sa police et ses tribunaux, maintient de force cet état de choses, et qu'ils se demandent s'il ne vaudrait pas mieux s'organiser pour se défendre contre les délinquants privés sans Etat, qui est l'incarnation de la délinquence universelle ?

Les statistiques de la guerre de 1914-1918 donnent les résultats suivants :

Morts sur les champs de bataille	11.000.000
Morts par l'épidémie qui a suivi la guerre.....	20.000.000
Augmentation des décès dans la population civile (1914-1918)	10.000.000
	41.000.000

A ces chiffres, fournis par la société pour l'Etude des Conséquences de la Guerre, de Copenhague, il faut ajouter le recul de la natalité et 18.000.000 de blessés (chiffres de l'état-major des Etats-Unis). Comptez encore toutes les destructions, les dévastations causées par la guerre et demandez-vous si les assassins et les incendiaires non-officialisés ne sont pas des anges à côté de nos « protecteurs » !

*

Mais a-t-on pensé aussi à la mesure dans laquelle l'Etat et le régime qu'il engendre ou qu'il soutient provoque la naissance de ces malfaiteurs, de ces délinquants contre lesquels il se targue de nous protéger ?

Si l'on examinait toutes les catégories de délits, on verrait que, dans leur immense majorité ils sont le résultat de l'organisation sociale actuelle, beaucoup plus que des tendances antisociales innées des hommes. La plupart du temps, les voleurs condamnés par la loi ne voleraient pas s'ils étaient patrons ou millionnaires. La majorité ne voleraient pas non plus s'ils n'avaient pas devant eux l'exemple des privilégiés.

Pour le troupeau docile de ceux qui ne réfléchissent pas, il est naturel que le patron, le capitaliste, l'exploiteur, quel que soit sa catégorie, vive et s'habille luxueusement, habite des appartements ou des maisons splendides, roule en automobile, consomme des aliments de choix, boive des vins fins, des alcools et des liqueurs de marque, fume des cigares, passe les vacances sur la Côte d'Azur et couvre sa femme ou ses maîtresses de soie, de bijoux et de fourrures. Ce spectacle continuel n'influe ni leur pensée ni leur attitude. Mais tous les hommes n'ont ni la même torpeur, ni le même manque de tempérament. Il en est qui trouvent cela injuste, et qui deviennent révolutionnaires. Ils luttent alors pour établir l'égalité sociale. D'autres, sans se préoccuper de savoir si cela est injuste, veulent, eux aussi, « jouir de la vie ».

Puisque le patron, le bourgeois, le profiteur vivent sans travailler, pourquoi ne vivraient-ils pas comme eux ? Puisque d'autres hommes roulent en automobile, mènent une vie facile, obtiennent tout ce qui est désirable, pourquoi ne le feraient-ils pas ? Ils comprennent qu'en travaillant il leur sera toujours impossible d'avoir une existence supportable, un minimum de confort et de satisfaction, qu'ils s'échineront interminablement pour mener une existence misérable, tremblant toujours pour le lendemain et n'ayant, pour leur vieillesse, que la perspective de la misère désolante.

(*à suivre*)

LES LIVRES

LA REVOLTE DES ECRIVAINS

LES Editions Corréa, dans la collection « Mise au point », nous ont offert cette étude de R. M. Alberès consacrée à l'œuvre des écrivains d'aujourd'hui.

Par une analyse philosophique et sociologique à la fois, l'auteur nous démontre à travers les œuvres de Malraux, Camus, Aragon, Bernanos, Anouilh et Sartre le caractère prométhéen de la littérature d'aujourd'hui.

Ne pouvant nier l'importance et la nécessité d'un tel ouvrage, nous regretterons seulement qu'Alberès se soit contenté de remarques, en insistant sur la communauté d'attitude des héros modernes, faussant ainsi les perspectives sociales des œuvres.

Nos écrivains marquent leurs œuvres non plus par la mort de Dieu, le grand cri du 19e siècle, ce Dieu d'ailleurs qu'ils n'imaginent même plus, mais par l'antipharisaïsme et la recherche de nouvelles valeurs sociales. De ce tableau synoptique, le héros moderne nous apparaît comme un solitaire qui n'aspire pas à réussir individuellement, mais qui se retire provisoirement dans la solitude du désespoir sartréen, de l'absurdisme d'un Camus ou se réfugie dans la pureté d'un Anouilh en opposant au préalable un refus catégorique à notre vie sociale.

Ainsi, en se limitant à préciser uniquement le thème majeur commun aux écrivains modernes, Alberès a sacrifié délibérément la valeur esthétique du roman et placé à niveau égal Sartre et Anouilh, de même que les différences philosophiques du caractère de la révolte entre un Camus et un Malraux, par exemple.

Pourtant « Antigone », dans sa pureté, est aussi éloignée de l'absurdité de l'univers de « Caligula » que celui-ci l'est du désespoir « d'Antoine Roquentin ».

Par ces imprécisions, tout l'effort de l'auteur, pour définir les caractères nouveaux du héros littéraire depuis une dizaine d'années, nous paraît contestable. Nous le regrettons d'autant plus que ce livre est loin de déplaire.

R. LUSTRE.

Notes. — Dans la collection « **Archives d'histoire contemporaine** », aux éditions Amiot-Dumont, M. Robert Havard de la Montagne nous donne deux livres intéressants : « Histoire de la démocratie chrétienne : De Lamennais à Georges Bidault » et « Histoire de l'action française ». L'auteur possède une grande connaissance de l'histoire politique française, et son travail nous paraît une réussite, ne serait-ce que par la clarté du style de ses exposés. Il est dommage que M. Havard de la Montagne nous ait laissé entrevoir ses sympathies politiques.

Pour nous reposer et histoire de rire, lisons après la lecture matinale du quotidien ou à un moment de dépression nerveuse, « Au Petit Poil », le conte d'Yvan Audouart, bien connu des lecteurs du « Canard enchaîné ».

R. L.

La Révolte des écrivains d'aujourd'hui (Corréa), 330 fr., franco, 385 fr. — Histoire de la démocratie chrétienne : 380 fr., franco, 450 fr. — Histoire de l'action française: 440 fr., franco, 510 fr. — Au Petit Poil (Scorpion) . 226 fr., franco, 280 fr. — En vente à la librairie, 145, quai de Valmy.

LE CARNET INTERNATIONAL D'UN ANARCHISTE

Paradis à crédit

PLUS habiles que les entreprises de crédit mutuel différé qui empochent votre argent comptant pour pouvoir vous en prêter demain, fait que la loi assimile à l'escroquerie, deux redoutables bandes de filous sont à l'œuvre, avec la protection des autorités, pour dépouiller les economiquement faibles en leur promettant, l'une l'asile des vieux jours, l'autre celui de l'au-delà. Je n'en veux pour preuve que ceci :

1. — SECURITE SOCIALE

Time and Tide, *hebdomadaire londonien, cite l'exemple d'un vieux marchand de fagots du Lancashire qui, vers Noël dernier, à demi paralysé, quitta péniblement la cabane où il vivait seul, se fit conduire à la ville voisine et sollicita, au titre d'assuré social, son admission dans l'hôpital modèle du district. Econduit comme n'étant pas « malade », le vieillard se tourna en vain vers la maison de retraite, la pension pour convalescents, puis vers un hôtel payant où l'on se déclara dans l'impossibilité d'héberger un homme trop impotent pour se passer des soins d'une infirmière spécialisée.*

Il ne restait plus au vieux fagotier qu'à mourir dans la rue. C'est ce qu'il fit.

Rappelons que l'Angleterre est le pays exemplaire de la Sécurité sociale. Moyennant les versements préalables des cotisations obligatoires *et sur présentation de certificats* justificatifs, *vous pouvez toucher gratuitement tout ce que nécessite votre hygiène, de la brosse à dents jusqu'à la baignoire et de la perruque à la chaussure orthopédique en passant par le bon pour une cure thermale ou un traitement psychanalytique.*

Seulement, vous payez trois fois *les frais de cette charité : une fois comme cotisant, une fois comme contribuable et une fois comme consommateur, avant d'être admis à « faire valoir vos droits ».*

Après quoi, vous pouvez mourir tranquille à la porte d'une société bureaucratisée, règlementaire et irresponsable. Vous êtes dans votre droit. Et elle aussi.

2. — SECURITE CELESTE

Pour d'aucuns se pose la question du confort d'outre-tombe.

Cette question est peut-être la seule qui soit résolue en Italie. Mais elle l'est.

Là-bas circulent par centaines de mille un prospectus dont voici l'exacte traduction, d'après un fac-similé qu'a publié, en décembre dernier, la revue anarchiste Volontà :

« *Quelle chance ! Avoir un mis-* « *sionnaire qui veille, ange tutélaire,* « *sur votre tombe de famille !*

« *Bonnes âmes ! Cette chance peut* « *devenir pour vous une consolante* « *réalité. Adoptez un de nos sémi-* « *naristes, et vous aurez votre mis-* « *sionnaire, qui priera pour vous et* « *pour vos morts.*

« *L'offrande est de* 12.000 *lires.* « *Elle peut être payée* à tempéra- « ment.

« *Voici les avantages que vous en* « *tirerez :*

« 1. *Droit à la participation de* 364 « *messes par an, à perpétuité, pour* « *vous et vos chers disparus ;*

« 2. *Droit au service de notre bul-* « *letin des missions ;*

« 3. *Droit à un diplôme béni par* « *le Saint-Père et vous assurant l'in-* « *dulgence plénière* in articulo mor- « tis ;

« 4. *Droit à une sainte messe de* « *suffrage comportant la communion* « *par tous nos aspirants missionnai-* « *res, et cela dès votre mort ;*

« 5. *Droit à la participation spé-* « *ciale des nombreux services reli-* « *gieux que l'institut fait célébrer* « *annuellement en novembre pour* « *les âmes de ses bienfaiteurs dé-* « *funts* ».

Voilà enfin le Paradis mis en lotissement, et à crédit !

Malheureusement, il n'est terrestre que dans un sens assez funèbre.

A. P.

MON JOURNAL

dans la grande pagaïe

Un libraire, étonné du prodigieux succès des « Journaux » de Galtier-Boissière, *Mon Journal pendant l'Occupation, Mon Journal depuis la Libération, Mon Journal dans la Drôle de Paix*, disait au peintre Dignimont : « Ce n'est pas sorcier ce qu'a fait Galtier-Boissière. N'importe qui n'a qu'à noter comme lui ce qui se passe au jour le jour ».

C'est par ce paragraphe, intitulé : « Ma Cure de Modestie », que Galtier-Boissière fait débuter le quatrième de ses « Journaux », *Mon Journal dans la Grande Pagaïe*.

Sans doute la remarque du libraire est-elle en partie exacte et suffit-il de noter pendant quelque temps pour avoir matière à un journal. Mais encore faut-il savoir noter, c'est-à-dire, savoir écouter et retenir, savoir lire entre les lignes, discerner, chez les êtres, le détail pittoresque, l'aspect particulier des événements, la signification profonde de faits en apparence anodins, relever enfin, en toutes circonstances, le comique, l'humour, voire le ridicule.

Et ce qui explique le succès des « Journaux » de Galtier-Boissière, c'est qu'il excelle dans cette tâche. Esprit non conformiste, observateur averti, polémiste qui n'épargne personne, pas même ses amis quelquefois, apte à la réplique mordante, beau joueur lorsqu'il est lui-même attaqué, Galtier-Boissière a constitué avec ses « Journaux » une chronique aussi vivante qu'exacte de notre temps, et qui n'est légère qu'en apparence.

Et il n'est pas douteux que les historiens de l'avenir devront tenir compte de ces journaux lorsqu'ils évoqueront les années de « l'occupation », « de la libération », de « la drôle de paix », et de ce qui a suivi la drôle de paix, ces années 1946 à 1950, que le directeur de « Crapouillot » a appelées : *La Grande Pagaïe*.

Prix : 400 fr. Franco 455 fr.

SERVICE DE LIBRAIRIE

(Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris sans la recommandation.)

PEDAGOGIE

Louisa DUSS : La Méthode des Fables en psychanalyse enfantile, 390 fr. (420 fr.). — **Hans ZULLIGER** : Les Enfants difficiles, 390 fr. (420 fr.). — **S.A.T.** : Grammaire espérantiste, 120 fr. (150 fr.). — **S. GLODEAU** : Une humanité, une langue, 30 fr. (40 fr.). — **G. GIROUD** : Cempuis, 300 fr. (370 fr.); **A. JOUENNE** : Une expérience d'éducation nouvelle, 75 fr. (105 fr.). — **M. MARTINET** : Culture prolétarienne, 200 fr. (230 fr.) — **G. ABDULLAH** : « Les oiseaux » Maisons d'enfants, 260 fr. (290 fr.). — **C. FREINET** : Technique de l'imprimerie à l'école, 25 fr. (35 fr.) ; Page des parents, 25 fr. (35 fr.) ; La coopération à l'école moderne, 25 fr. (35 fr.) ; Pour le souvetage des enfants de France, 25 fr. (35 fr.) ; La technique Freinet, 25 fr. (40 fr.) ; Caravanes d'enfants, 25 fr. (35 fr.) ; L'éducation du travail, 300 fr. (330 fr.) ; Conseils aux parents, 100 fr. (130 fr.) ; L'école moderne française, 130 fr. (160 fr.). — **Elise FREINET** : Naissance d'une pédagogie populaire, 400 fr. (445 fr.) ; La santé de l'enfant, 130 fr. (160 fr.); Principes d'alimentation, 120 fr. (150 fr.). — **Marie CASSY** : Ecoles de villes, 20 fr. (30 fr.). — **Jean MONBORGNE** : Bilan d'une expérience, 25 fr. (35 fr.). — **J. HUSSON** : Théoriciens et pionniers de l'école nouvelle, 25 fr. (35 fr.) ; L'éducation Decroix, 25 fr. (35 fr.) ; Bakulé, 25 fr. (35 fr.). — **Paul ROBIN**, 25 fr. (35 fr.) ; Les mouvements d'éducation nouvelle, 25 fr. (35 fr.).

PHOTOS (Cartes postales)

Sébastien FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (50 fr.). — **Pierre KROPOTKINE**, 20 fr. (35 fr.). — **Camille BERNERI**, 25 fr. (40 fr.).

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

J. HUMBERT : Sébastien Faure, sa vie, 180 fr. (210 fr.). — **F. PLANCHE** : Louise Michel, La Vierge Rouge, 150 fr. (180 fr.) ; **Pierre Kropotkine**, sa vie, 210 fr. (240 fr.); **Durolle**, la vie des couteliers, 150 fr. (180 fr.). — **L. LECOIN** : De prison en prison, 160 fr. (190 fr.). — **SAINTE-BEUVE** : Vie de J.-P. Proudhon, 270 fr. (300 fr.). — **Jules VALLES** : L'enfant, 150 fr. (180 fr.) : Le bachelier (150 fr. (180 fr.) ; L'insurgé, 125 fr. (155 fr). — **G. LACAZE-DUTHIERS** : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr); Sous le sceptre d'Anastasie, 250 fr. (280 fr.). — **A. KOESTLER, I. SILONE, R. WRIGHT. A. CIDE, L. FISCHER, S. SPENDER** : Le dieu des ténèbres, 480 fr. (525 fr.).

PHYSIQUE, BIOLOGIE, SOCIOLOGIE

BUCHNER : Force et matière, 240 fr. (285 fr.). — **HAECKEL** : Histoire de la Création, 460 fr. (520 fr.); L'homme ne vient pas de Dieu, mais du Singe, 30 fr. (40 fr.). — **R.H. HUXLEY** : Du singe à l'homme, 180 fr. (210 fr.). — **G. MATISSE** : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.). — **A. DODEL** : Moïse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.). — **J. LAMARCK** : Philosophie zoologique, 180 fr. (225 fr.).

SYNDICALISME

F. ROBERT : La S.N.C.F. doit-elle disparaitre, 35 fr. (45 fr.). — **JEAN-JACQUES** : Vie et mort des corporations, 125 fr. (155 fr.). — **J. RENNES** : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — **XXX** : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). — **P. BESNARD** : L'ethique du syndicalisme, 75 fr. (105 fr.) ; Le monde nouveau, 140 fr. (170 fr.). — **F. PELLOUTIER** : Histoire des bourses du travail, 270 fr. (300 fr.). — **E. ROTOT** : Le syndicalime et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — **F.A.** : Les anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — **V. GRIFFUELHES** : Le syndicalisme révolutionnaire, 15 francs (25 francs). — **G YVETOT** : l'ABC du syndicalisme, 15 fr. (25 fr.).

ÉDUCATION SEXUELLE ET NEO-MALTHUSIANISME

J MARESTAN : Education sexuelle, 250 fr. (280 fr.). — **Docteur NAGUIB RIAD** : Le bonheur intime, 390 fr. (435 fr.). — **M. DEVALDES** : La maternité consciente, 75 fr. (105 fr). — **J.-M. LAHY** : Du clan primitif au couple moderne, 75 fr. (105 fr.). — **L. HOBEY** : Morale de l'église et morale laïque, 15 fr. (25 fr.). — **A. LORULOT** : Education sexuelle et amoureuse de la femme, 200 francs (230 fr.) ; La véritable éducation sexuelle, 300 fr. (345 fr.) ; Morale sexuelle chrétienne ou morale sexuelle libertaire, 30 fr. (40 fr.).

ROGER VAILLANT

« BON PIED, BON ŒIL »

300 fr. - Franco R., 355 fr.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

En pays minier

Grève suspendue

LORSQUE nous avons appris, le 1er février, la suspension de l'ordre de grève par les dirigeants de Force-Ouvrière, nous n'avons pas été surpris outre mesure : C'est avec circonspection, en effet, que nous envisagions l'attitude de ces syndicalistes qui s'étaient employés en atermoiements durant plus de trois mois, sans résultat aucun. Avouons cependant notre déception en ce qui concerne la réaction des mineurs eux-mêmes. Face à l'intransigeance gouvernementale et à l'opportunisme des dirigeants syndicaux, l'on pouvait espérer un sursaut d'énergie et de fierté de la part des travailleurs. Or, ni les syndiqués de F.O., ni ceux de la C.G.T. n'ont pris sur eux de déclencher l'action qui s'imposait, et il semble que la plupart d'entre eux se satisfassent des marchandages gouvernementaux, qui, comme il se doit, traînent en longueur.

Le 3 février, l'on apprenait qu'une « *nouvelle entrevue avait lieu, en fin d'après-midi, au ministère de l'Industrie et du Commerce, en présence de M. Louvel, entre les représentants du bureau fédéral des mineurs F.O. et ceux de la direction des Charbonnages de France. Les discussions se poursuivront encore lundi matin et lundi après-midi.*

« *Selon les déclarations des responsables F.O., les pourparlers évoluent de façon satisfaisante. Rappelons que les propositions syndicales représentent une augmentation globale de près de 11 milliards 500 millions.*

« *Cependant, si un accord pouvait intervenir sur cette base, il convient de souligner que la décision définitive sera prise par le prochain Conseil des Ministres, et que jusque là l'ordre de grève n'est que suspendu* ».

Cependant, le 6 février, des réticences se faisaient sentir. Devant le recul de la grève, les membres du Gouvernement semblent estimer qu'il devient inutile d'accorder plus qu'une aumône. C'est ainsi que la presse écrivait :

« *Les laborieux pourparlers repris mercredi, à la veille du déclenchement de la grève dans les mines, entre la Fédération F.O. des mineurs d'une part, le ministère de l'Industrie et du Commerce et la Direction des Charbonnages de France d'autre part, ont abouti hier à un accord. Celui-ci porterait sur une augmentation globale des salaires voisine de 13 milliards.*

« *Cela serait un beau succès s'il n'y avait un mais. En effet, cet accord doit être soumis demain au Conseil des Ministres et il ne semble pas que M. Petsche soit très disposé à l'accepter* ».

Le refus de l'action qui s'est manifesté le 1er février est significatif. Sur le plan des organisations, il pourrait bien s'être agi de l'assouvissement d'une rivalité : F.O. a tenu à mettre la C.G.T. au pied du mur. Si la C.G.T. refusait l'action, il était facile de la dénoncer comme « briseuse de grève », si elle acceptait, il était non moins facile de suspendre l'ordre de grève. Ce qui fut fait et avait l'avantage d'améliorer les relations avec les autorités...

Mais il est un autre aspect à la question qui nous laisse supposer que l'éventualité d'une grève reste cependant à envisager : Les conditions de vie des mineurs empirent de jour en jour et le fait qu'ils ne soient pas entrés dans la lutte à l'instigation de centrales dévalorisées, n'implique pas forcément un manque de combativité irrémédiable.

Notre tâche sera précisément de promouvoir un mouvement, sur la base de l'unité ouvrière qui permettrait aux mineurs d'entrer dans la lutte sans réserves mentales et sur des objectifs dont ils auraient déterminé eux-mêmes la valeur.

Il n'est pas possible que les mineurs aient dit leur dernier mot, n'en déplaise à ces messieurs les syndicaleux.

Charles DEVANÇON.

Les CADRES SYNDICAUX et la REVENDICATION

L'ETAT général de résignation de la classe ouvrière, soulève chez les dirigeants syndicaux, des problèmes dont les solutions s'avèrent d'une extrême urgence. Au-dessus du camouflage de la « défense des revendications » une préoccupation d'un tout autre ordre, moins avouable, mobilise l'intelligentsia syndicale, car elle met en cause leur propre fonction. Ce n'est pas tellement leur boutique que les « cadres » tentent de sauver du naufrage, mais au travers de l'organisation qui les paie, qui les porte à la connaissance du public et qui est supposée les préserver des soucis de l'avenir, ils cherchent à conserver leur sinécure. Et les voici, impuissants aujourd'hui, à utiliser une classe ouvrière, qu'ils ont bernée, assagie, abrutie, en lui répétant sans trêve qu'elle était le nombril du monde. Fatalement, l'arme est à double tranchant. Les travailleurs, pour le présent, incapables de défendre leurs propres intérêts, le sont encore moins de garantir les intérêts partieuliers des bureaucrates syndicaux. Et comme, présentement, ils ne peuvent rien espérer directement des travailleurs, les voici contraints de se tourner vers les instances supérieures : le Parti protecteur et le Gouvernement. En ce qui les concerne, par rapport au Parti, la tactique est variable. Elle diffère selon les Centrales.

Pour les cadres cégétistes, qui cumulent généralement leur fonction syndicale avec un titre de responsabilité politique, la méthode n'est que peu élastique. Il s'agit surtout de répondre avec obéissance et sans discernement, les « mots d'ordre » émanant du Kremlin, et transmis à l'usage des serviteurs par le bureau politique. Et c'est là qu'intervient, pour le cadre syndicaliste stalinien, la possibilité de faire pression sur les monarques du Parti. Ou les effectifs contrôlés par ces cadres, ne marchent pas, et le travail restant à faire, leur fonction est légitimée, ou bien alors ils dirigent avec succès les mouvements sociaux, et les voilà cités à l'ordre de l'action, jusqu'au jour où une maladresse impardonnable les conduira à l'excommunication. Le tout est de savoir discerner d'où vient le vent, et prévoir suffisamment à l'avance, les pirouettes du grand maître. Certains d'entre eux, même parmi les plus cotés, savent pertinemment que si le P.C.F. obtenait le pouvoir absolu, ils seraient les premiers à être cloués au pilori.

Ils le savent très bien ! Mais ils spéculent sur leur conviction que les « communistes » ne prendront jamais ce pouvoir. Et quand les plus hauts dirigeants seront exterminés, il leur restera assez de souplesse pour s'adapter, avec une évidente bonne foi à de nouvelles situations.

Chez les réformistes, l'affaire ne se présente pas de la même manière. On a souvent dit que Force Ouvrière est inféodée à la S.F.I.O. C'est vrai et ça ne l'est pas. C'est vrai dans la mesure où Force Ouvrière calque ses revendications et son orientation sur la politique du P.S. Il existe aussi, par ailleurs, un lien de sympathie entre les dirigeants socialistes et les bureaucraties de F.O. Cette affinité a permis dans bien des cas l'apaisement de divergences secondaires, il est vrai. Mais puisque F.O. bénéficie de la cote d'amour des socialistes, ne représente-t-elle pas son aile « gauche » ? Elle peut — quand ses intérêts le commandent — faire pression sur la S.F.I.O. et lui rappeler que rien ne saurait être fait sans son consentement et surtout sans sa PARTICIPATION. Si, pour des besoins électoraux, le Parti socialiste requiert l'assistance de Force ouvrière celle-ci demande en contre-partie — point n'est besoin de contrat — de participer aux institutions dites « sociales », fief de prédilection des bureaucrates du mouvement ouvrier. C est en ce sens que F.O. conserve quelque indépendance.

Il n'est pas nécessaire d'ajouter que la tactique et les possibilités sont homologués à la C.F.T.C. ou à la C.T.I.

Par rapport au gouvernement, les méthodes sont tout aussi variées, mais n'en procèdent pas moins du même esprit : la défense de la caste des bureaucrates. Et parfois même au-dessus des divergences doctrinales, s'exerce une solidarité entre les différents clans. Le Front Populaire, ou la C.G.T., d'après la « libération », en sont des témoignages irrécusables.

Lorsque l'on a saisi ce manège, on devine aisément quels sont les mobiles qui justifient les grèves dont on nous rebat les oreilles depuis un mois. Il s'agit pour telle centrale de montrer au gouvernement que l'on tient en main une bonne partie de la classe ouvrière, prête à l'action, ou pour telle autre, de faire entendre que l'on peut éviter les troubles, si en « haut lieu » on sait faire preuve de conciliation.

Et pour l'heure, la Sainte Alliance est peu propice. Aussi vient s'ajouter la volonté de ne pas faire bénéficier l'épicerie concurrente d'un mouvement que chaque centrale séparément est incapable d'orienter.

Nous voyons dans tout cela combien les revendications des travailleurs sont pour peu de choses, en regard des « tractations » pour reprendre un mot de Joyeux, des boutiques syndicales.

Et cet état de fait durera aussi longtemps que les responsables syndicaux resteront sans contrôle de leurs mandants.

A la Conférence pour l'unité syndicale du 25 février prochain, les travailleurs, les militants, feraient bien d'y songer.

Joe LANEN.

DÉMOCRATIE SYNDICALE

Bien que l'appartenance politique de l'ouvrier Renard, récemment exclu de la C.G.T.-Renault, nous soit connue, il nous a semblé impossible, ne serait-ce que sur le plan de la démocratie que l'on est en droit d'exiger à l'intérieur d'un syndicat, de ne pas nous associer à la protestation des travailleurs de son atelier, que nous reproduisons ci-dessous :

A M. LE REDACTEUR DE « L'HUMANITE »

Après l'article paru dans l'Humanité *au sujet de l'exclusion de RENARD, de la C.G.T., les camarades de l'atelier 62-31, tiennent à protester contre de tels procédés employés au sein de la classe ouvrière. Alors que nous lisons sur les tracts C.G.T. et aussi dans les colonnes de votre journal, des articles prônant l'unité de toutes tendances ouvrières contre le patronat uni et plus agressif que jamais, nous estimons que l'exclusion du camarade RENARD et l'article paru dans votre journal sont une entrave à la réalisation de cette unité indispensable.*

Quant aux reproches qui lui sont faits, ceux que nous pouvons contrôler sont sans fondement. En effet, RENARD reproche à la direction syndicale C.G.T. de ne pas avoir fait ce qu'il fallait pour déclencher une grève générale, seule solution pour faire triompher les ouvriers. C'est le droit le plus strict d'un ouvrier. Mais n'a-t-il pas manifesté sa solidarité au délégué MANIERE, face à la direction qui voulait licencier celui-ci après les grèves de février-mars 1950? Il est monté à la Direction quand elle a voulu prendre des sanctions arbitraires contre les promoteurs du vote sur la Paix.

L'exclusion prononcée contre RENARD est purement politique et loin de renforcer l'unité ouvrière, elle ne fait qu'aggraver la division en rendant très difficile la création d'un véritable Comité d'Unité d'Action où tous les ouvriers seraient menacés d'exclusion s'ils ne sont pas d'accord sur tel ou tel point politique avec la direction C.G.T. et risquent aussi à leur tour d'être colomniés.

Considérant l'article comme une injure à un militant ouvrier, les soussignés se solidarisent avec le camarade RENARD pour protester et demander l'insertion de cette lettre dans votre journal l'Humanité.

(Suivent 64 signatures d'ouvriers de l'Atelier 62-31 de l'usine Renault).

Revue de la Presse Syndicale

Le problème de l'unité syndicale alimente abondamment les colonnes de la presse ouvrière :

CHEZ LES GAULLISTES...

Pour « Travail et Liberté », organe des chartristes de la C.T.I., il est urgent de « refaire le syndicalisme ».

« *La faillite du syndicalisme français traditionnel*, dit en substance l'éditorialiste, *a pour origine ses propres excès, et surtout la puérilité de ses mythes, sa rupture totale et quasi-permanente avec la réalité... Alors parlons de la faillite de ce syndicalisme traditionnel, de cette école française où, successivement ,les guédistes, les anarchistes, la bureaucratie fainéante et les Staliniens ont déposé leurs démagogie et leurs principes destructeurs, mais ne parlons pas de la faillite générale du syndicalisme...* ».

Et l'éditorialiste conclut en affirmant la volonté des hommes groupés à la C.T.I. de rechercher les « matériaux » avec lesquels il serait possible de refaire un syndicalisme nouveau. Sans toutefois aller plus avant dans son exposition. Cette imprécision, que nous savons préméditée, cache les réserves mentales des dirigeants de la C.T.I. pour lesquels « un syndicalisme authentiquement français, une France forte, libre et heureuse, pour le pain, la paix et la liberté » (« Travail et Liberté » dixit) sont le contre-pied naturel des « démagogies » et des « excès » du syndicalisme traditionnel.

...LES « UNITAIRES »...

C'est encore sur le problème de l'unité syndicale, que se penche avec passion Maurice Joyeux, dans les colonnes de l' « Unité » (organe des Comités d'action pour la démocratie et la liberté syndicales).

Après avoir fustigé les « philosophes barbus » et les « punaises de sacristie » du mouvement syndical, Joyeux ajoute au terme de son article :

« *L'Unité dans un organisme où l'on abandonne, les uns après les autres, les principes qui sont une entrave à l'absorption de telle ou telle couche de la population est une hérésie. Si, au contraire, l'Unité est une réaction qui consiste, non plus à « traficoter » l'organisation pour la mettre à la portée de tous, mais à l'affermir sur des positions traditionnelles et à gagner des adhérents à ces positions. Si l'unité au lieu d'être un abandon des principes pour raccoler les individus, est la reconquête des individus aux principes ! alors l'unité est souhaitable. Elle n'est plus l'unité de tous pour rien. Elle est l'unité des syndicalistes !* ».

...LES AUTONOMES...

L'opinion du « Métallo Autonome » (F.N.S.A.), est différente. Dans son article intitulé « Illusions et espoirs », Sekerko écrit :

« *Si nous ne présentons pas, sur le plan national ou officiel, la force numérique d'une « grande centrale », du moins, sur le plan régional, là où les autonomes existent, nous sommes une force morale, et très souvent numérique, avec laquelle on ne peut pas ne pas compter. Notre raison d'être n'est que plus démontrée. Si un jour l'unification du mouvement syndical se réalise, elle ne pourrait pas avoir d'autres pôles d'attraction, d'autres promoteurs que les autonomes* ».

Le camarade Sekerko entendrait-il que l'unification syndicale ne pourrait se faire qu'à l'intérieur de la F.N.S.A. ? Une telle conception serait, pour le moins ambiguë.

...FORCE OUVRIERE...

Dans les « Nouvelles Internationales » André Lafond analyse (?) les tendances existant à F.O.

« *En gros*, dit-il, *se dégagent deux tendances. Celles de l'anarcho-syndicalisme qui repousse toutes les propositions de modification, de transformation progressive dans la structure capitaliste, pour réclamer la gestion directe des travailleurs, en utilisant l'action directe pour la réaliser* ». Et enfin : « *Celle des réformistes partisans d'une planification qui, par étapes successives, sapera le capitalisme, le dépouillera de ses moyens d'action et permettra l'amélioration constante du sort des salariés, en même temps qu'ils se formeront pour l'exercice des responsabilités économiques* ».

L' « analyse » de Lafond est pour le moins hâtive. Qui sont-ils, ces anarchos-syndicalistes qui repoussent toute modification ? Seraient-ce les camarades d'Angers ? Ceux de Lyon des P.T.T. ? Les cheminots de la Région Parisienne ? Ou bien alors les militants de la Loire-Inférieure ?

Triste réalité Lafond, que ton réformisme qui saperait le capitalisme. Ton collègue Bothereau, faisant appel au dirigisme actif, ne disait-il pas ? :

« *Pour des raisons de justice sociale* (sic) *et pour des raisons de paix sociale* (resic) *il n'est pas possible que les POUVOIRS PUBLICS RESTENT PASSIFS* ».

Ce qui, tu en conviendras, est un procédé singulier pour préparer les travailleurs à l'exercice de responsabilités économiques. Nous ne saurions que trop te recommander plus de circonspection... et d'honnêteté.

...LES CEGETISTES...

Commentant à sa manière les leçons des mouvements du 12 février 34, Leriche, dans la « Vie Ouvrière », appelle TOUS les travailleurs à manifester sur les mots d'ordre :

« *A bas le fascisme ! Abrogation des décrets fascistes ! A bas le réarmement allemand ! Union pour la paix, pour les salaires ! Pour l'échelle mobile !* ».

Et d'ajouter, avec l'infaillible pertinence que confèrent une dizaine d'années de dévouement constant à la cause du prolétariat :

« *Et le vent de colère qui souffle dans le peuple saura bien les faire triompher* ».

Décidément, les bureaucrates staliniens ne font pas preuve d'originalité dans les méthodes d'action. Pétitions et défilés, sont pour eux les seuls critères d'action. Conséquence logique d'une idéologie selon laquelle « les cadres règlent tout ». Et non moins logique, est la désertion des travailleurs des rangs staliniens. Car pour eux, la revendication ouvrière prime la mascarade politique.

André PICARD.

LE COMBAT PAYSAN

QUAND M. PFLIMLIN PARLE AGRICULTURE

Le 31 janvier, inaugurant le cycle de conférences de la Société des Agriculteurs de France, le fringant Ministre de l'Agriculture, Pierre Pflimlin, est allé de son petit discours.

Beaucoup d'auditeurs : propriétaires fonciers, industriels, officiers subalternes et supérieurs, baisemains, courbettes, Légion d'honneur, etc...

Devant deux micros et en bonne compagnie, le Ministre s'est senti très à l'aise et est entré dans le vif du sujet : « la nécessité d'une agriculture prospère pour le bien-être du pays ». Evidemment il n'a pas été question des ventes-saisies et des bas salaires des ouvriers agricoles. Le Ministre s'est simplement placé à la croisée des chemins entre la politique malthusianiste et la politique d'expansion agricole. Le choix du ministre est l'expansion agricole dont on pourrait le féliciter si cette expansion agricole tant prônée par l'Etat n'était mise chaque jour en échec à l'aide des taxes et au moyen des bas salaires ouvriers.

Il ne peut y avoir expansion agricole sans une organisation du marché intérieur pouvant permettre à tous d'acheter à des prix décents de quoi vivre décemment. Cela Monsieur le Ministre de l'Agriculture ne l'a pas dit et ne l'ayant pas dit il a été particulièrement applaudi par ses auditeurs bourgeois.

Qu'entend donc M. Pflimlin par expansion? Eh bien ! il s'agit pour lui de créer un climat favorable au moyen d'une garantie des prix et par une alliance entre l'agriculture et l'industrie. Tout un programme !

N'est-ce pas pour mieux exploiter la classe laborieuse ? Est-ce pour abaisser les prix de revient en rognant sur les maigres salaires ouvriers et paysans — ceci afin de permettre des exportations qui enrichiront les gros agriculteurs et les gros industriels ? Nous avons toutes les raisons de le penser lorsque nous voyons sur le marché intérieur les prix prendre l'ascenseur !

C'est peut-être cela que M. le ministre de l'Agriculture entendait lorsqu'il a ajouté : « Nous sommes sur les confins de la surabondance agriculteurs préparons l'alliance et de la pénurie ». Surabondance pour le petit nombre et pénurie pour le grand nombre n'est-ce pas?

« *Si les ouvriers gagnent peu, ils achètent peu et les paysans vendent peu et tout le monde souffre* ». Voilà ce que nous écrivait dernièrement un petit agriculteur. Cela est vrai à l'échelle nationale comme à l'échelle européenne et M. Pflimlin qui attend beaucoup de son collègue Longchambon, lequel œuvre à Strasbourg pour une organisation d'un marché agricole européen, devrait méditer ces saines paroles. Evidemment avec une telle politique de bien-être Monsieur le Ministre-de-l'A-gri-cul-tu-re risquerait d'être un peu moins applaudi et risquerait aussi de perdre son portefeuille actuel et du même coup dans l'avenir le portefeuille de l'Intérieur que détient actuellement M. Queuille..... ancien Ministre de l'Agriculture.

Pas d'illusions donc, Monsieur le Ministre et ses laudateurs ont trop à perdre et face à l'alliance des gros industriels et des gros paysanne et ouvrière qui fera front.

LES PAYSANS LOT-ET-GARONNAIS ET LES C. R. S. AUX PRISES

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac et sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout sauf que les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, eurent tôt fait de récupérer les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore, revenu !

ACTION DIRECTE CONTRE LES VENTES-SAISIES DANS LE VAUCLUSE

« *Nous empêcherons toute vente-saisie d'avoir lieu dans le Vaucluse* ».

« *Nous ne permettrons pas à l'huissier d'entrer dans nos fermes* ».

... Tels sont les mots d'ordre que les paysans propagent dans le Vaucluse et leur application a déjà été couronnée de succès notamment à Cavaillon où une vente-saisie n'a pu avoir lieu. Au Petit-Palais, à Pernes, à Pertuis et dans maintes localités les paysans sont prêts à *faire front*.

...ET EN CHARENTE

Les cultivateurs du Sud de la Charente se sont réunis le lundi 5 février à Guizengeard au domicile de M. Arnouilh pour empêcher une vente-saisie. Nous ne connaissons pas encore les résultats.

LES AGRICULTEURS DU VAR DEVANT L'IMPOT

Les agriculteurs de La Garde et de la région ont décidé que soient bloquées les feuilles d'impôts concernant les bénéfices viticoles et qu'elles soient *retournées* à la direction du Var.

Voilà bien une forme de lutte contre l'Etat insatiable dont pourraient bien s'inspirer les syndicats ouvriers dits « socialistes » ou « révolutionnaires » qui, ainsi, pleureraient moins sur le sort ouvrier et seraient plus agissants.

EST-IL VRAI QUE...

... M. Letourneau, Ministre de la France d'outre-mer M.R.P., a donné licence à MM. Lemaigre-Dubreuil et Lesieur d'exporter récemment 400.000 quintaux d'arachides ?

Est-il vrai que cette opération a rapporté quelque 280 millions dans la poche de ces industriels et permis, dans une certaine mesure, l'augmentation du prix de l'huile et des tourteaux en France

Est-il vrai que M. Pflimlin, Ministre de l'Agriculture, n'a pas pipé ?

Dans la confection lilloise

PARMI les objectifs que certains syndicalistes se sont fixés dans l'immédiat, la suppression du travail aux pièces est une revendication qui mérite de retenir l'attention des travailleurs, ce mode de rémunération, que certains camarades ont déjà à plusieurs reprises pris à partie dans les colonnes du « Libertaire », est sujet à trop d'abus pour que nous fassions faute de revenir une fois encore sur cette question. A l'appui de nos dires certains faits précis ne seront pas superflus.

Nous avons choisi un cas-type parmi le personnel de la firme Maniglier de Lille, firme qui n'a pas la réputation d'être considérée comme une bonne « boîte » par le personnel de la branche confection de Lille.

Voici comment est calculé le salaire d'une presseuse au fer :

Le temps de présence à l'atelier est calculé en minutes, soit pour une journée de 8 h., 480 minutes ; pour une période de 2 semaines ou 10 journées de travail, 4.800 minutes.

Chaque travail est minuté et le rendement contrôlé par un système de tickets.

La paie est ensuite calculée sur la base d'un « tarif-minute » : 1 fr. 435, ce qui donnerait, pour un rendement en rapport avec les temps accordés, un salaire horaire de 86 fr. 10 (indemnité de vie chère comprise), chiffre qui représente à peu de chose près le salaire horaire de la catégorie. Mais le désavantage de cette méthode résidant dans le fait que les temps accordés, calculés au plus juste, se trouvent encore aggravé lorsque surviennent des pertes de temps occasionnées par diverses causes indépendantes de la volonté de l'ouvrière, par exemple le travail non régulièrement fourni. Le calcul définitif de la paie étant basé sur la quantité de travail effectivement fourni (quantité calculée en minutes) entraîne donc pour l'intéressée une perte de salaire égale au salaire correspondant à la période d'attente forcée subie par l'ouvrière. Aucune compensation n'étant prévue, le salaire horaire réel se trouve ainsi trop souvent ramené à un niveau inférieur au salaire minima de la catégorie.

En bref, le temps effectif de présence n'est pas intégralement payé.

Les temps accordés étant soumis, en outre, à certaines fluctuations (effectuées toujours dans le même sens évidemment) rien ne garantit pour l'ouvrière payée selon cette méthode le salaire minima appliqué dans la catégorie.

Cet exemple ajouté aux autres arguments qui militent en faveur de la lutte contre ce mode inique de rémunération devrait inciter le personnel de la branche « confection » à lutter d'une manière efficace en vue de sa suppression.

LIER (Lille).

REDACTION-ADMINISTRATION

Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy Paris-10e C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN: 750 FR. — 6 MOIS: 375 FR.
AUTRES PAYS
1 AN: 1.000 FR. — 6 MOIS: 500 FR.

Pour changement d'adresse joindre 25 francs et la dernière bande

La Gérante : P. LAVIN

Imp. Centr. du Croissant 15, r. du Croissant Paris-2e

A L'HEURE DES ELECTIONS

ALGERIENS NE VOTEZ PAS !

L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. L'émancipation des peuples coloniaux ne sera l'œuvre que des colonisés eux-mêmes.

Ne confiez pas vos droits à des arrivistes en quête de fauteuils, à des traîtres qui oublieront leurs promesses sitôt élus, à des féodaux, à des agrariens.

VOTER C'EST CAPITULER

Le parlementarisme est une duperie sur le plan international (O.N.U.), national et algérien. Sur le plan national :

LE PARLEMENT AMERICAIN accentue sa position belliciste (votes demandant de désigner la Chine comme agresseur. Chine agresseur = guerre.

LES SOVIETS russes ont vécu ; leur essence populaire est tout entière perdue au profit d'une bureaucratie totalitaire et de son chef, le tyran Staline, qui fournit à l'Amérique le chrome et le manganèse des armes pour de futurs massacres.

LE PARLEMENT FRANÇAIS entérine toutes les lois de misère et de répression ou anti-ouvrières, vote les écrasants budgets militaires et se fait le servile laquais de l'Amérique en guerre.

Les Parlements italiens, anglais, belges, etc..., slovaques, polonais, hongrois, etc..., ne sont que les échos de la voix de leurs maîtres d'occident.

C'EST TOUJOURS PAR LA LUTTE QUE FURENT ARRACHEES LES REFORMES IMPORTANTES DE STRUCTURE

LE PARLEMENT CROUPION ALGERIEN aumône du statut impérialiste, concentre en lui tous les vices ci-dessus énumérés aggravés par sa tare colonialiste.

« Le Gouverneur est responsable de ses actes devant le Gouvernement de la République » (article 5 du statut de l'Algérie).

« L'Assemblée algérienne est libre, *après homologation*, d'étendre la loi métropolitaine en Algérie, soit purement et simplement, soit après ADAPTATION (article 14).

Nous avons vu comment l'A.A. a adapté la Sécurité sociale agricole en la sabotant, comment les Communes mixtes ont été supprimées sans l'être. Comment en serait-il autrement ? 70 délégués totalisent plus de 200.000 ha. Flinois veut réduire le budget social au profit de l'armée ; et l'A.A. votera.

De plus, les urnes truquées, les pressions policières, les maquillages, feront de « vos élus », non ce que vous auriez voulu qu'ils soient, mais ce que les aura faits le Proconsul de l'Empire.

Et vous savez cependant quels résultats écœurants donnent ailleurs les votes libres.

NON. Faites comprendre aux futurs exploiteurs qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes. Ne donnez pas mandat en blanc à ceux qui, demain seront les agents serviles du Capital privé américain ou d'Etat russe fauteurs de guerre, de l'exploitation nationaliste ou colonialiste.

Mais travaillez à l'avènement d'une organisation égalitaire et libre dans laquelle les travailleurs (devenus propriétaires des moyens de production) et les consommateurs, gèreront eux-mêmes la production, la répartition, la distribution, par leurs syndicats et coopératives, et dans laquelle la Commune sera gérée par tous et au bénéfice de tous.

Une organisation qui se fera de bas en haut, par la libre association et fédération des travailleurs dans leurs associations, dans les communes, les régions, les nations et dans une grande fédération internationale des travailleurs, réalisant l'ordre de la liberté et du bonheur général, affirmant et mettant d'accord les intérêts des individus et de la société.

MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAIN,
6, rue du Roussillon, Alger